Numéro 34
Juillet 2014
Publication
«CCIA-BML»
www.ccib.org.lb

ECONEWS

The Chambers Newsletter

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉDITO

La nature a horreur du vide

Mohamed Choucair

À la conférence organisée par l'Union des chambres arabes, j'ai dit que la situation s'est détériorée à tel point que l'on ne peut même plus envisager des réformes partielles. Il nous faut une vague de fonds qui remette sur pied notre pays sinon on le perd. Ce n'est plus le moment d'afficher un optimisme béat. Oui, le Liban a triomphé de défis majeurs, grâce notamment à l'investissement de la société civile et des organisations économiques.

La Banque mondiale a évalué la croissance en 2013 à 1,5%. C'est moins que le taux net de natalité, et infiniment moins que l'augmentation de la population due à l'afflux de réfugiés syriens. La croissance est virtuellement négative, et, toutes choses égales par ailleurs, elle le sera encore en 2014, à moins d'un sursaut salutaire dans les rangs d'un pouvoir jusqu'à présent absent.

Un grand nombre d'hôtels, de restaurants et d'entreprises reliées au tourisme ont fermé. Celles qui résistent un temps finissent par s'épuiser. La réputation touristique du pays finit par être écornée, compromettant la principale source de production du pays.

L'industrie, qui n'a pas connu de jours de gloire ces dernières décennies, se porte mieux. Mais cette bonne santé relative n'est pas pour autant un signe d'essor, le secteur industriel continuant à pâtir d'un environnement défavorable, avec des conditions de production non compétitives, et des marchés qui se ferment, à l'exception du nôtre, sous de multiples prétextes.

Le secteur financier est prospère en raison d'une gestion avisée et stricte, et de la confiance que les banques inspirent aux Libanais de la métropole et d'outre-mer ainsi qu'aux investisseurs arabes. Mais, après tout, les établissements bancaires dépendent aussi de l'économie. Il ne faut pas trop tirer sur la corde et croire que la résistance est infinie. La dette publique a atteint les 65 milliards de dollars et, avec le déficit budgétaire, la tendance est à la hausse. Les entreprises qui accusent des pertes réduisent la capacité du secteur privé à rembourser.

L'industrie de la franchise continue de se porter bien, la majorité des entreprises franchisées appartenant à l'industrie du luxe qui est moins affectée par le marasme. Cependant, rien n'est fait pour promouvoir ce secteur vital et soutenir la croissance et l'emploi en temps de crise.

Le maintien du secteur du bâtiment dénote par ailleurs de la confiance des Libanais et des arabes dans notre pays. Les tours continuent de monter, mais les ventes d'appartements ne suivent plus. Heureusement que ce secteur est peu endetté, et qu'il peut attendre des jours meilleurs.

L'ATTIRANCE DU VIDE

Est-ce pour l'une ou l'autre de ces raisons que le Parlement n'a pas élu un président de la République le 25 mai, dernier délai pour l'élection d'un nouveau président?

Non bien sûr! Alors qu'il me soit permis de poser la question.

Malgré les efforts louables du gouvernement Salam, la détérioration de la conjoncture est visible. Mais il faut lui rendre justice: si cette approche était faite dans des conditions normales de démocratie, les résultats auraient été autrement plus probants.

Vide de démocratie. Le Parlement ne peut s'entendre sur l'élection d'un président de la République. En réalité, le vote sera le résultat d'une opération césarienne, d'un mini consensus auquel les partis vont se résoudre comme un moindre mal.

Vide de pouvoir. Si le gouvernement peut disposer des prérogatives du président de la République, il peut difficilement les appliquer. L'arbitre manque au jeu politique.

Vide d'administration. Les conflits se ramifient du sommet à la base; l'administration devient réfractaire non pour défendre les intérêts de l'État, mais ses propres intérêts.

Vide de pensée. Les Libanais ne voient même plus le tableau entier dans lequel ils se trouvent enfermés. Ils se contentent de suivre un leader qui, dans la poursuite de sa fortune, leur donne l'illusion de faire leur bonheur.

Le Liban est malade. Il souffre dans sa société, dans son économie, dans sa démocratie. Il faut une réforme globale de sa politique, et tout le reste suivra.

INDEX

Enfin une baisse réelle des tarifs Internet et des communications mobiles et fixes au Liban

La médiation, un mode alternatif de résolution de plus en plus prisé

Celebrating 50 years of Bank du Liban

Special Press: Jim Yong Kim & John Kerry visits to Lebanon

CCIA-BML

P02- Les Syriens de la classe moyenne et nantis, premiers clients des hôtels et des appartements meublés au Liban

P03- Enfin une baisse réelle des tarifs Internet et des communications mobiles et fixes au Liban

P04- Nouvelles économiques

P05- Les conditions économiques des réfugiés syriens passées à la loupe

P06- La médiation, un mode alternatif de résolutions de plus en plus prisé

P07- Échos Arabes

P08- Mohamed Choucair honore Philippe de Fontaine Vive autour d'un petit déjeuner

P08- Mohamed Choucair encourage l'investissement français au Liban avec UBIFRANCE et l'ambassade de France au Liban

FCCIAL

P09- Une première: AXA Middle East et Visa lancent la carte de crédit pour le secteur de l'assurance au Levant

P09- LIVE LOVE BEIRUT, un slogan plus que jamais d'actualité

P10- Flambant neuf, le jardin de Sanayeh rouvre ses grilles verdoyantes au public

P11- LACTIMED lance le concours de projets innovants pour la valorisation des produits laitiers typiques de la Méditerranée

P12- Le Forum sur l'avenir économique du Liban, «notre Davos à nous»

P13- Celebrating 50 years of Banque du Liban

P13- Explaining the Issue of Maternity Leave

P13- Lebanon in Figures

P14- The Beirut Stock Exchange Surges in 2014

P14- GEHA HOUSE, Historical and Architectural Pride

P15- Special Press: Jim Yong Kim & John Kerry visits to Lebanon

P16- The TAKREEM Awards

P16- Centre for Mediterranean Cooperation: Ascame Signs Collaboration Agreement with the Network of Red Cross and Red Crescent Societies of the Mediterranean.

P16- The International Labor Conference

P17- South Bic Innovative Project Awards

P17- MOU between CCIAS & FIEO

CCIA-BML

P18- A booming indutry of stars & filmmakers

P19- News in brief

P19- Business Opportunities

P20- Conferences & Exhibitions

Les articles de cette publication expriment l'avis de leurs auteurs; ils sont publiés dans leur langue originale, et n'expriment pas nécessairement l'avis d' ECONEWS.
The views expressed in this publication are those of the authors; they are published in their original language, and do not necessarily reflect the opinion of ECONEWS.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les Syriens de la classe moyenne et nantis, premiers clients des hôtels et des appartements meublés au Liban

Marilyne Jallad

Plus d'un demi-million de ressortissants syriens ont représenté en 2013 la première clientèle des hôtels et des appartements meublés au Liban. Évitant la crise, le secteur immobilier tire son épingle du jeu.

Le nombre de réfugiés au Liban est le plus élevé au monde par rapport à la taille du pays. Celui-ci devrait s'élèver selon les dernières estimations de Ross Mountain, le directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), à 1,5 millions d'ici la fin de l'année 2014. Si la majorité vit dans des conditions très difficiles et dépend des aides des instances internationales et des ONG, une partie non négligeable de réfugiés (ou de ressortissants de passage) réussit à louer des chambres d'hôtels ou des appartements meublés, contribuant ainsi à l'économie du pays.

En effet, 566 758 ressortissants syriens issus des classes moyennes et riches ont été les premiers clients des hôtels et des appartements meublés au Liban en 2013, selon les chiffres officiels, sauvant ainsi les secteurs hôtelier et immobilier libanais d'une crise plus grave. Ces derniers ont connu un ralentissement ces deux dernières années, en raison notamment de la baisse du nombre des touristes et des ventes d'appartements.

Il suffit de conduire dans la capitale pour observer, devant les hôtels, les restaurants et les maisons de locations des plaques de voitures immatriculées en Syrie. Et même si les ressortissants syriens nourrissent toujours l'espoir de rentrer dans leur pays, pour l'heure, ils tentent tant bien que mal de se bâtir une vie ici. D'autres envisagent déjà un départ pour des capitales européennes plus sécurisantes pour leurs enfants.

L'ÉCONOMIE LIBANAISE A ÉVITÉ UNE RÉCESSION EN 2013

L'économie libanaise a prolongé sa phase de ralentissement initiée lors du début des troubles régionaux. En effet, les décisions d'investissements majeurs continuent d'être ajournées dans l'attente de jours meilleurs. Quand bien même, comme le cite le rapport économique publié par la Bank Audi, pour le troisième trimestre de l'année 2013, «l'économie libanaise n'est pas en train de tomber dans le piège de la récession, étant donné qu'elle ne connaît pas de contraction en termes réels». Selon ce même rapport, la croissance du PIB réel n'est pas dans le rouge et a enregistré un taux positif, quoique, bas, de 1,5% pour 2013.

Parmi les multiples facteurs qui ont aidé l'économie locale à éviter la récession, le rapport cite notamment: «les dépenses de la part d'un nombre considérable de réfugiés syriens portant sur la consommation de biens nécessaires et sur les loyers, le plan adopté par la Banque du Liban, subventionnant les taux d'intérêts sur les crédits à un nombre de secteurs économiques vitaux, et la déviation du gros des exportations libanaises par voie terrestre à travers le port de Beyrouth». De tels facteurs sont aptes à continuer à soutenir l'économie libanaise dans un proche avenir.

Selon les chiffres publiés par le ministère du Tourisme, les ressortissants syriens ont représenté 15,9% des clients d'hôtels et d'appartements meublés en 2013. En effet, ils étaient 566 758 personnes à occuper des chambres d'hôtels et des appartements meublés en 2013 où elles ont passé au total 2 167 017 nuitées. Les Syriens ont été suivis des Libanais (15,5%), des Irakiens (9,4%), des Jordaniens (7,2%), des Français (5,5%) et des Égyptiens (4,7%). Au total, les Syriens ont passé 503 980 nuitées dans les hôtels libanais en 2013.

AU LIBAN, LES RICHES SYRIENS DÉTRÔNENT LES RESSORTISSANTS DES PAYS DU GOLFE. QUID DES PRÉVISIONS POUR L'ÉTÉ 2014?

Les personnes interrogées estiment que les riches syriens arrivés au Liban, avec leurs familles, leurs voitures et leurs économies, représentent près de 200 000 personnes. Après être restés quelques semaines dans des hôtels cossus de la capitale et de ses environs, ils ont commencé à louer des appartements. Les deux dernières saisons d'été de 2012 et 2013 ont ainsi été sauvées par ces ressortissants syriens qui compensaient la baisse du taux de fréquentation des hôtels. En effet, il n'est pas nécessaire de rappeler que les répercussions du conflit en Syrie sur le Liban, les rumeurs de rapts crapuleux ainsi que les recommandations des monarchies

du Golfe à leurs ressortissants de ne pas se rendre au Liban avaient gâché les deux dernières saisons estivales et hôtelières.

Or la bonne volonté des instances gouvernementales et économiques du pays qui ont été très actives pour ramener l'espoir en cette année, a été payante en aboutissant notamment à une accalmie sécuritaire à Tripoli et dans le pays. Cette stabilité précaire de trois mois qui a été avortée par la reprise des attentats-suicides du 19 juin dernier à Dahr el Baidar, Tayouné puis Raouché. Un nouveau coup dur qui a été asséné aux Libanais, au secteur touristique qui reprenait à peine son souffle, et aux hôtels qui ont vu certains touristes annuler leurs promesses de réservation.

Dans ces circonstances, quel bilan est prévu pour la saison estivale 2014? Selon différents observateurs, «les prévisions sont ardues à faire quand les kamikazes s'en mêlent». Et est-ce encore une fois les riches ressortissants parmi les syriens qui sauveront les hôtels? Rappelons que la crise économique qui sévit depuis près de deux ans a poussé les hôtels à réviser leurs prix à la baisse.

«NOUS RESTERONS ICI LE TEMPS QU'IL FAUT»

«Nous resterons ici le temps qu'il faut», soutient Amer, 40 ans, ayant fui la Syrie pour le Liban en 2012 avec sa femme et ses trois enfants. «Au départ, nous avions un espoir de retour au pays mais nous avons rapidement quitté l'hôtel de Broumana pour louer un appartement dans la capitale et inscrire nos enfants à l'école voyant que le conflit devenait de plus en plus sanglant», explique le père de famille, l'air mélancolique.

Anouchka, une jeune femme aux grands yeux verts, travaille dans une galerie d'art de Gemmayzé. Cette syro-russe de 24 ans vit depuis près de deux ans au Liban où elle a été envoyée, avec sa petite sœur de 22 ans, par ses parents. Sa maman russe de naissance très attachée à Damas est restée sur place alors que le père de famille travaille à Moscou. Cette famille de réfugiés à l'image de tant d'autre est séparée à cause de la guerre. Toutes deux ont loué un meublé dans la capitale beyrouthine à «un prix acceptable», selon elles.

LES PRIX DES APPARTEMENTS MEUBLÉS FLAMBENT

Mais tous ne sont pas satisfaits des prix des loyers. Sarah, 37 ans, dit s'être battue pour négocier le tarif de location de son logement actuel. «Certains promoteurs immobiliers ont profité de la situation d'urgence des ressortissants syriens réfugiés au Liban pour augmenter les prix du marché de location libanais», remarque-t-elle.

Le cas de ce père de famille, locataire d'un 50m2 à Sin el Fil où il réside avec ses trois enfants et une autre famille, est symptomatique de cette augmentation drastique des prix du marché immobilier locatif. «Nous sommes six personnes dans une surface en sous terrain d'à peine 50m2, qui ne répond même pas aux normes sanitaires basiques, et nous payons un loyer mensuel de 500 dollars», s'indigne-t-il. «Cette chambre de 16 m2 était louée 100 dollars par mois avant que les Syriens ne viennent au Liban, aujourd'hui elle vaut 400 dollars», confie enfin Riad, gardien d'un immeuble à Karm el Zeitoun à Achrafieh.

Depuis le début du conflit en Syrie, les ressortissants syriens ont rejoint les quartiers de Nabaa, Bourj-Hammoud, Dekwané, Zalka, Ain el Remmeneh, Badaro, Hamra et Sin el-Fil.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Enfin une baisse réelle des tarifs Internet et des communications mobiles et fixes au Liban

Le Liban était jusqu'à ce jour classé parmi les pays les plus chers du monde quant à ses tarifs Internet et de communications mobiles. Le ministre des Télécommunications, Boutros Harb, en a décidé autrement, au grand soulagement des citoyens de tous bords. Alors quelles sont ces nouvelles tarifications? Et qu'en pensent les citoyens?

Depuis le 1er juin, tous les détenteurs de lignes mobiles ont droit à des baisses de tarifs. En effet, la promesse faite par le ministre des Télécommunications, Boutros Harb, qui avait annoncé le 23 mai dernier une baisse généralisée des tarifs des téléphonies fixe et mobile et de l'Internet, ainsi que le lancement de la première offre Internet haut débit illimité au Liban, a été tenue. Une initiative saluée par tous.

QUELS NOUVEAUX TARIFS?

Au niveau des forfaits de téléphonie mobile, l'abonnement mensuel de 15 dollars donnera désormais droit à 60 minutes de communications gratuites. Pour les détenteurs de cartes prépayées, le prix de la minute passera de 36 à 25 centimes (-30%), tandis que le prix du SMS sera ramené de 9 à 5 centimes (-44%).

Pour la 3G, certains plafonds de téléchargements ont été revus à la hausse: l'offre data à 10 dollars par mois passera de 150 Mégabits à 500 MB; l'offre à 19 dollars donnera accès à 1 500 MB contre 750 MB jusqu'à présent; et celle de 29 dollars à 5 000 MB au lieu de 1 500 MB. Enfin, le forfait de 49 dollars donnera droit à 10 000 MB et la plus alléchante pour les entreprises permettra d'obtenir 20 000 MB à 69 dollars.

TÉLÉPHONIE FIXE ET DSL

Désormais, il est possible d'obtenir un numéro de téléphone fixe sans devoir verser des frais de mise en service de la ligne qui ont été supprimés. Autre avantage, l'abonnement mensuel est passé de 8 à 6 dollars.

Le Liban s'adapte enfin au monde moderne en offrant au DSL un nouveau plan illimité en termes de données téléchargées. En effet, le DSL est proposé à un débit de 2 Mb/s pour 50 dollars alors que précédemment, les consommateurs avaient droit pour le même tarif à une capacité de consommation de 20 gigabytes (GB), et devaient s'acquitter de 4 dollars supplémentaires pour chaque GB additionnel.

Les trois offres d'entrée de gamme ont été refondues en une seule, proposant un débit de 2 Mb/s et un plafond de 40 GB pour 16 dollars. Auparavant, ce prix donnait droit à un débit de 1 Mb/s et 4 GB de données.

S'agissant des autres offres DSL, le prix de l'offre de 4 Mb/s passe de 50 dollars à 34 dollars (-32%) et sa capacité de consommation de 25 GB à 50 GB; celle de 6-8 Mb/s passe de 115 dollars à 43 dollars (-63%) et voit son plafond doubler à 60 GB tandis que celui de l'offre très haut débit double également (à 80 GB) pour un prix qui chute de 150 dollars à 83 dollars (-45%).

Alors que le Liban était à la traine au niveau numérique, rappelons que l'ancien ministre des Télécoms, Nicolas Sehanoui, avait décidé dès 2011 de donner un coup de pied dans ce secteur pour faire ce qu'il avait appelé «une révolution numérique». Sa première initiative avait été d'obtenir l'aval gouvernemental sur une baisse drastique de 80% des tarifs Internet. Même si son bilan ministériel en a laissé plus d'un mitigé, il a eu le mérite de faire bouger les choses en installant la 3G, même si les réseaux selon les régions du pays laissent encore à désirer.

ALFA ANNONCE 30% D'AUGMENTATION DE L'UTILISATION DU RÉSEAU

Dans un communiqué de presse publié le 17 juin dernier, la compagnie Alfa a annoncé que l'utilisation de données relatives au réseau a augmenté de 30% au cours des 15 premiers jours du mois faisant référence aux nouvelles tarifications entrées en vigueur le 1er juin pour la téléphonie mobile. «Début juin, la compagnie Alfa a commencé la mise en oeuvre du décret n° 2014297 du Conseil des ministres, concernant la réduction des frais de la téléphonie mobile», toujours selon la même source. Par ailleurs, la compagnie a assuré que «cette démarche est positive», souhaitant que «cela contribue à la relance du cycle économique du pays».

IL ÉTAIT TEMPS MAIS...

«Il n'est pas permis de vivre dans un pays où il n'y a pas encore de forfait pour nos télécommunications mobiles», déclare Carl, entrepreneur, trentenaire. Même s'il accueille favorablement les baisses tarifaires et les nouveaux forfaits Internet qui offrent une plus grande capacité d'utilisation à un moindre coût, il estime «que ces tarifs peuvent encore être réduits». Il a par ailleurs appelé à une libéralisation du secteur. «Ce n'est pas normal que le secteur soit soumis au duopole de deux seules compagnies, plus il y aura d'offres plus vite les prix baisseront», ajoute-t-il. Lara, avocate, a vécu à Paris où elle a effectué ses études. «Je parlais en illimité sur mon portable, et gratuitement entre 18h et 6h du matin», se souvient-elle. Quant à Jean, résidant au Nord du pays, il assure que «les réseaux n'accrochent pas bien, comparés à ceux de la capitale, et que ça aussi c'est un problème».

Mise en place du paiement en ligne des factures de téléphonie fixe et du DSL

Le Liban se fraye lentement mais sûrement une place dans le monde des technologies de pointes, de ses outils et de ses avantages. Désormais, les détenteurs de lignes fixes et du DSL peuvent payer leurs factures sur Internet. Un service délivré par Ogero.

Pour davantage d'infos, rendez-vous sur le site internet d'Ogero, où il suffit d'entrer un nom d'utilisateur et un mot de passe pour créer un compte et régler ses factures de téléphonie fixe et de DSL.

QU'EST-CE QUE LE SERVICE DE PAIEMENT DE FACTURES EN LIGNE OGERO?

Ogero TELECOM offre un nouveau service de paiement en ligne. Il s'agit d'un nouveau système technologique et informatique qui permet aux abonnés aux réseaux fixes téléphoniques et à Internet au Liban de régler leurs factures mensuelles locales et internationales en ligne.

QUELS SONT LES FRAIS À VERSER?

Toutes les cartes de crédit et de débit (Visa et MasterCard) sont acceptées. Le paiement implique une taxe de 0,95% (avec un minimum de 500 LL).

Selon des sources informées du secteur, le nombre total d'abonnés à Internet DSL est de 379 047, dont 40 % à Beyrouth, 34 % au Mont-Liban et 5 % dans la Békaa. Toujours d'après cette source, le nombre total des abonnés au réseau de téléphonie fixe est estimé à 852 431. Enfin, la facture mensuelle moyenne de téléphonie fixe serait de 76 000 livres au Liban, 93 000 livres à Beyrouth et 48 100 livres dans la Békaa.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

NOUVELLES ÉCONOMIQUES

Le Parlement libanais adopte la baisse des taxes à l'exportation

Les exportations industrielles ont atteint 2,8 milliards de dollars en 2013, en baisse de 3,5% sur un an. Afin de soutenir le secteur industriel, le Parlement libanais a récemment adopté un projet de loi relatif à l'allègement des taxes sur les exportations industrielles. La taxation des gains réalisés à l'export sera ainsi réduite de 50%.

Le 3 avril dernier, une mesure importante pour le secteur industriel a été adoptée par le Parlement libanais. Il s'agit d'un projet de loi relatif à l'allègement des taxes sur les exportations industrielles. La taxation des gains réalisés à l'export sera ainsi réduite de 50%. Celle-ci représentait jusqu'à présent 15% des profits.

Cette mesure a été accueillie avec enthousiasme par les spécialistes du secteur. Le premier à s'être exprimé a été le ministre de l'Industrie, Hussein Hajj Hassan, qui s'est réjoui que le Parlement ait approuvé une baisse des impôts de 50% sur les gains provenant des exportations industrielles. Mais ce sont surtout les industriels de tous bords que le ministre a tenu à féliciter pour cette réalisation. Cette mesure était attendue depuis longtemps par les professionnels du secteur et constitue un premier pas vers le processus de soutien aux exportations. Le ministre Hajj Hassan a aussi appelé le gouvernement et le Parlement à continuer de soutenir les secteurs productifs et à approuver des lois et des décrets qui appuient le développement de l'industrie libanaise. L'objectif étant de la rendre capable d'attirer les investissements et de concurrencer les marchés intérieurs et étrangers à travers la production et la commercialisation de produits de haute qualité, à prix compétitifs.

Pour sa part, l'ancien président de l'Association des Industriels du Liban (AIL), Neemat Frem, a déclaré lorsqu'il a remis les clés de l'Association à son successeur, Fady Gemayel, que «malgré les différents défis économiques auxquels est confronté le pays au cours des dernières années, l'AIL a réussi à travailler avec le secteur public sur une réduction de 50% de l'impôt sur les bénéfices provenant des exportations industrielles et a pu aussi réduire de 35% l'impôt sur le revenu pour les industriels pendant cinq ans».

Des mesures qualifiées par tous d'encourageantes pour le secteur industriel qui continue pour sa part de relever tous les défis.

Nouvelle émission d'eurobonds dans un contexte difficile

Malgré les secousses notamment économiques des dernières années, le ministère des Finances a respecté une fois de plus les échéances financières que le Liban doit tenir quant à sa dette publique. L'émission de 1,4 milliard de dollars d'eurobonds a été prise en charge par Byblos Bank, Bank Audi et Deutsche Bank.

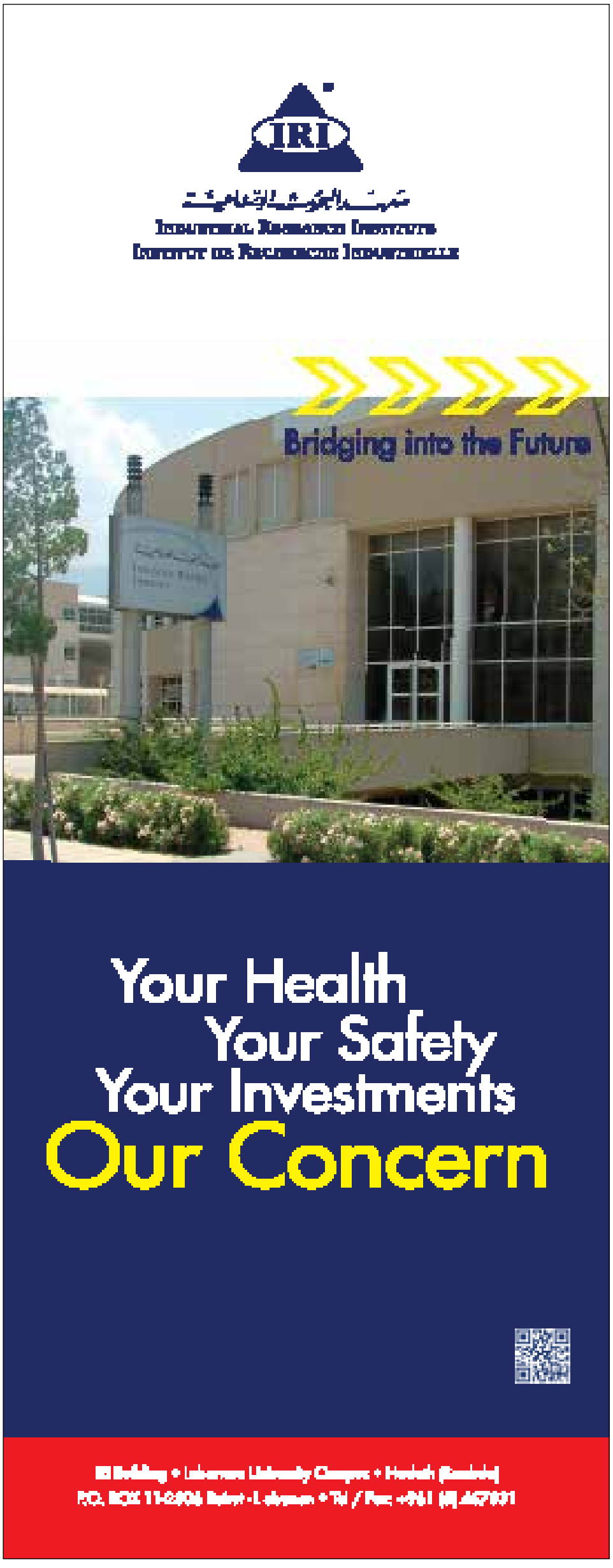
L'Etat libanais a réussi une opération d'échange de dette volontaire et d'émission d'eurobonds pour couvrir un total de 771 millions de dollars d'obligations arrivées à échéance en avril dernier et assorties d'un taux de 7,375%, ainsi qu'une autre série d'obligations d'un montant de 881,6 millions de dollars expirées en mai 2014 et assorties d'un taux de 9%.

L'Etat libanais a ainsi émis 600 millions de dollars d'eurobonds qui arrivent à échéance en avril 2020 à un taux fixe de 5,8%, dont 258,6 millions de dollars émis à travers l'opération d'échange et 341,4 millions de dollars nouvellement émis. L'Etat a également réussi à lever 800 millions de dollars d'obligations arrivant à échéance en novembre 2026 à un taux de 6,6%, dont 445,3 millions de dollars émis par le biais d'un échange et 354,7 millions de dollars nouvellement émis. Le montant échangé était d'environ 703,9 millions de dollars, avec un taux de participation de 79,84%. Avec les émissions de nouvelles notes, le montant global levé était de 1,4 milliard de dollars.

L'échange de dette vise à prolonger le délai de remboursement, à gérer le portefeuille de la dette de manière proactive, et à accroître la flexibilité financière du Liban.

Les souscripteurs étrangers représentaient environ 25% du total des investisseurs pour les deux tranches.

Byblos Bank, Bank Audi et Deutsche Bank, étaient les chefs de file de cette opération.



ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Les conditions économiques des réfugiés syriens passées à la loupe

Le revenu mensuel moyen d'un réfugié syrien s'élève à 277 dollars, tandis que 57% des réfugiés vivent avec moins de 300 dollars par mois, d'après l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Selon une enquête réalisée par l'Organisation internationale du Travail (OIT), 47% des réfugiés syriens au Liban sont actifs économiquement, ce qui représente plus de 300 000 travailleurs supplémentaires sur le marché libanais de l'emploi. Le taux d'activité des réfugiés dépasse ainsi celui des Libanais (43%) et des Palestiniens vivant au Liban (41 %). Il varie, en outre, selon les régions, grimpant jusqu'à 61% au Liban-Sud, contre 50% dans la région du Akkar.

Ces données, recueillies auprès de 400 ménages vivant dans plusieurs zones géographiques du pays, dont Tripoli, la Bekaa et le Sud, révèlent clairement le besoin criant des réfugiés syriens d'avoir accès à une (ou plusieurs) source(s) de revenu. Mais elles cachent de nombreuses irrégularités et une forte précarité, en termes de niveau de rémunération, de conditions de travail, et d'inégalités (géographiques, de genre, de nationalités, etc.).

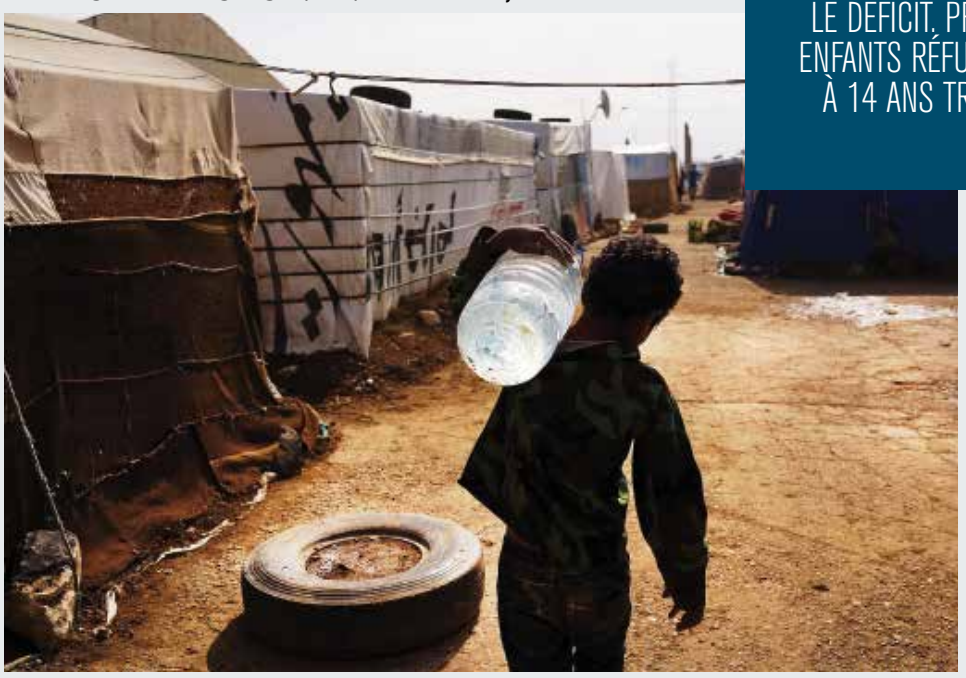
En effet, 92 % des travailleurs syriens n'ont pas de contrat de travail et 72 % exercent des emplois saisonniers, hebdomadaires ou journaliers, selon l'étude de l'OIT, tandis que seuls 23% reçoivent un salaire mensuel régulier. Le délai moyen pour trouver un travail est en outre de 74 jours, mais celui-ci varie considérablement selon les régions, s'élevant à 118 jours à Tripoli, contre 64 jours dans la Bekaa, 97 jours au Akkar et 30 jours dans le Sud.

En parallèle, le taux de chômage s'élève à 30% parmi les réfugiés, avec un taux de 68% parmi les femmes et 21% parmi les hommes, révèle l'enquête.

Au niveau des professions, 27% des réfugiés fournissent des services personnels, et sont ainsi chauffeurs, femmes de ménage ou gardiens de maison, 24% travaillent dans le secteur agricole, 12% dans le secteur de la construction, tandis que seuls 4% d'entre eux exercent des métiers exigeant des niveaux de compétences élevés.

En parallèle, l'OIT a estimé le revenu mensuel moyen d'un réfugié syrien à 418 000 livres libanaises, l'équivalent de 277 dollars. Ce niveau de rémunération déjà fortement bas (le salaire minimum au Liban est de 675 000 livres ou 450 dollars)l'est d'autant plus parmi les femmes actives ; celles-ci toucheraient 248 000 livres par mois, ou 165 dollars, selon l'enquête, soit 42,6% de moins que le revenu moyen d'un homme, qui s'élève à 432 000 livres ou 287 dollars.

Les inégalités, en termes de revenu, sont également géographiques. Les réfugiés syriens travaillant dans le Sud gagnent en moyenne 560 000 livres par mois (373 dollars), suivis des réfugiés dans la Bekaa (401 000 livres ou 267 dollars), Tripoli (368 000 livres ou 245 dollars) et la région du Akkar (357 000 livres ou 238 dollars).



En comparaison, un travailleur libanais gagne en moyenne autour de 778 000 livres par mois (519 dollars) dans la Bekaa, 696 000 livres (464 dollars) dans le Nord et 679 000 livres (452 dollars) dans le Sud, selon l'OIT.

Ces inégalités seraient dues à plusieurs facteurs dont les conditions actuelles du marché (une très forte offre de travail), la nationalité et le niveau d'éducation ou de savoir-faire. Selon une enquête menée par la Commission économique et sociale d'Asie de l'Ouest de l'ONU (CESAO), 75% des réfugiés syriens ne possèdent en effet aucune qualification.

UN QUART DES TRAVAILLEURS SYRIENS GAGNENT MOINS DE 200 DOLLARS PAR MOIS

En termes de répartition des travailleurs syriens par tranches de revenu, l'étude révèle que 6% d'entre eux gagnent 500 dollars ou plus, 37% sont payés entre 300 et 500 dollars, et 32% gagnent entre 200 et 300 dollars. Enfin, 25% des réfugiés touchent moins de 200 dollars, dont 18% entre 100 et 200 dollars et 7% moins de 100 dollars par mois, selon l'enquête.

> « CERTAINES FAMILLES FONT APPEL À LEURS ENFANTS POUR COMBLER LE DÉFICIT. PRÈS DE 8 % DES ENFANTS RÉFUGIÉS ÂGÉS DE 10 À 14 ANS TRAVAILLERAIENT »

Pour réussir à joindre les deux bouts, de nombreux réfugiés ont ainsi recours à d'autres sources de revenus, souligne l'OIT, qui indique que 50% des ménages reçoivent l'assistance du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 22% ont recourent à l'épargne personnelle, et 10% reçoivent des fonds de la part de membres de leur famille vivant à l'étranger.

Plus inquiétant, certaines familles font appel à leurs enfants pour combler le déficit. Selon les estimations, près de 8 % des enfants réfugiés âgés de 10 à 14 ans travailleraient et 60% d'entre eux n'iraient pas à l'école.

IMPACT SUR LES RÉSIDENTS LIBANAIS ET AIDES ÉTRANGÈRES

Au-delà de ces conditions socioéconomiques, certes lamentables, l'afflux des réfugiés syriens au Liban, dont le nombre dépasse désormais 1,1 million, n'a pas été sans conséquences sur les Libanais. Il a notamment entraîné une concurrence sur le marché du travail et un dumping social qui a eu pour résultat une hausse du chômage et une baisse des salaires. La concurrence est particulièrement forte dans les catégories d'emplois les moins qualifiés ou les secteurs les plus faiblement rémunérés (les services, l'agriculture et le bâtiment). À Baalbeck, le revenu moyen journalier aurait chuté de 30% et de 50% à Wadi Khaled. En outre, selon l'étude de l'OIT, certains réfugiés ouvrent des commerces dans la plus complète illégalité, ce qui engendre une concurrence déloyale et provoque la fermeture de commerces libanais.

Outre cette pression sur l'emploi, le poids démographique a affecté les finances de l'État ainsi que les conditions de vie des résidents. La hausse accrue de la demande locale a provoqué un effet inflationniste sur certains biens et services. Le secteur de l'immobilier semble particulièrement touché, comme dans certains quartiers de Beyrouth où le loyer a augmenté de près de 400 %, selon l'OIT.

Globalement, le conflit en Syrie a coûté plus de 7,5 milliards de dollars au Liban, entre le début de la crise en mars 2011 et l'été 2013, selon la Banque mondiale. Il s'élèverait désormais à 4,5 milliards de dollars par an, selon le gouverneur de la BDL, Riad Salamé.

Face à cette situation, le Liban tente de résister alors que les aides étrangères, dont certaines tardent à arriver, restent en deçà des besoins réels du pays. Les États-Unis ont récemment débloqué 51 millions de dollars, après avoir déjà alloué 400 millions de dollars au Liban, pour l'aider à faire face au poids des réfugiés. Quant à l'Union européenne, elle a débloqué un montant de 304 millions d'euros jusqu'à présent, réparti entre 142 millions d'euros pour soutenir les institutions locales et 162 millions d'euros en assistance humanitaire.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

La médiation, un mode alternatif de résolution des disputes de plus en plus prisé

Séminaire *- Malgré son succès à l'étranger, la médiation n'a toujours pas pris pied au Liban. Ses avantages sont pourtant multiples, en termes de coûts et de temps, mais aussi d'efficacité dans la résolution des conflits commerciaux.*

Un séminaire sur la médiation commerciale a été organisé le 19 juin à la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Beyrouth et du Mont-Liban (CCIA-BML), auquel ont pris part plusieurs membres du conseil d'administration de la Chambre ainsi que des hommes d'affaires et des médiateurs. Organisé par la CCIA-BML et le centre libanais de médiation, en collaboration avec la Société financière Internationale (SFI), bras privé de la Banque mondiale et animé par Andy Grossman, directeur du Centre for Effective Dispute Resolution (CEDR), basé au Royaume-Uni, le séminaire, intitulé «Overcoming objections by business to mediation – some myths and facts» a porté sur les avantages de la médiation, comme mode alternatif de résolution des disputes, et son évolution à travers le monde et au Liban. «De plus en plus de sociétés ont recours de nos jours à des médiateurs pour résoudre leurs différends», a souligné à cette occasion le directeur de CEDR, mettant l'accent sur les avantages de la médiation par rapport aux autres outils de résolution des litiges, à savoir notamment la négociation, l'arbitrage, la conciliation, et la procédure classique du procès juridique.

«La médiation est un processus flexible et confidentiel, dans lequel une personne compétente et impartiale tente de mener deux parties en conflit vers un accord négocié. Les dynamiques de ce processus sont différentes de l'arbitrage ou du procès, en ce sens où les parties négocient directement entre elles, sans passer par un juge (...) Dans un tribunal, la communication est généralement indirecte et axée sur des considérations plus légales que commerciales», a souligné Andy Grossman.

Focalisée davantage sur les intérêts des parties concernées que sur leurs droits, et ce dans une perspective d'avenir, la médiation se veut en effet un outil progressiste de dépassement des conflits, à travers des solutions concrètes, tout en permettant aux parties litigeuses d'économiser du temps et de l'argent «mais aussi de préserver leur dignité et leur réputation, essentiels pour la poursuite des affaires», a-t-il ajouté.

«Certains affirment que l'argent investi est une perte car le résultat n'est pas garanti ; en réalité, entre 54% et 82% des médiations réussissent, selon les pays; en moyenne, ce taux tourne autour de 70% dans le monde. Les 30% restants s'orientent généralement vers les tribunaux», a précisé le directeur du CEDR.

Selon lui, il existe en effet plusieurs idées erronées propres à la médiation, à l'instar du bipartisme. «Or la médiation peut inclure plusieurs parties (...). Nous avons, par exemple, traité le cas d'un hôpital qui a retiré des organes à des enfants sans demander l'avis préalable de leurs parents (...) Vu les différences entre les réclamations des uns et des autres, nous avons dû créé 40 groupes de médiation», a-t-il précisé.

Autre idée répandue : les petites et moyennes entreprises (PME) sont celles qui font généralement usage de la médiation, tandis que les grandes entreprises ont recours à l'arbitrage. Faux, selon Rana Nader, avocate et médiatrice au centre libanais de médiation, qui rappelle l'épisode récent de médiation entre les deux géants de l'informatique, Samsung et Apple, ayant duré plusieurs mois sans toutefois aboutir à un résultat. «C'est la preuve néanmoins que les grandes structures considèrent de plus en plus ce mode de résolution», a-t-elle souligné.

Moins formelle que la voie juridique, certes, la médiation s'est, par ailleurs, professionnalisée au fil des années, se dotant d'un processus articulé en plusieurs étapes, à savoir les réunions préliminaires, l'adhésion des parties au processus, l'exploration des intérêts, les négociations, et la phase d'accord.

Le séminaire a d'ailleurs été l'occasion de projeter une vidéo exposant un cas réel de médiation et mettant en relief ces différentes phases du processus.

«Cet enchaînement d'étapes n'est pas anodin et explique l'échec, la plupart du temps, d'autres modes de résolution des conflits, comme la négociation, qui n'inclut pas la phase d'exploration des intérêts, objectifs et besoins des parties en conflit», explique Andy Grossman. «Quand à l'arbitrage, même lorsque le conflit est résolu, l'on tombe dans le problème du non-paiement des montants dus, ce qui nécessite de nouvelles négociations», a-t-il ajouté.

LE LIBAN À LA TRAÎNE

«Aux Etats-Unis, au Canada et en Australie, 90% des disputes commerciales sont traitées dans le cadre d'une médiation, et 80% sont résolues en dehors des tribunaux, tandis qu'en Europe, une directive remontant à 2008 a consacré le recours à ce mode de résolution de conflits», a souligné au cours du séminaire, Carol Khozami, directrice régionale du projet de développement des centres de médiation à la SFI. Cette directive oblige en effet tous les États membres de l'Union européenne (UE) à promouvoir la formation de médiateurs et donne à tout juge le droit d'inviter les parties à recourir d'abord à la médiation.

Dans la région, la tendance commence à gagner du terrain. Au Maroc, par exemple, 2.124 disputes commerciales ont été transférées vers des centres de médiation, entre 2008 et 2013, tandis que 1.729 cas ont été résolus, permettant de dégager quelques 236 millions de dollars d'actifs bloqués par les disputes et de réaliser des économies d'environ 198 millions de dollars au profit du secteur privé.

En Egypte, où 265 cas ont été résolus entre 2010 et 2013, la durée moyenne de résolution d'un conflit commercial à travers la médiation s'élève à 29 jours, contre 1.010 jours en moyenne dans les tribunaux.

Au Liban, où seuls trois centres de médiation existent actuellement, dont un à la Chambre de Commerce de Beyrouth – qui compte 16 médiateurs accrédités par CEDR – et un autre au barreau de Tripoli (fondés tous les deux en 2012), la médiation n'a pas encore décollé. L'absence de loi ainsi que les mentalités locales jouent en défaveur d'un processus qui peut pourtant être à l'avantage des sociétés, ont insisté les participants au séminaire.

«Une loi est à l'étude par le Parlement libanais depuis mars 2012, mais celle-ci n'a toujours pas été avalisée tandis qu'aucune loi ne permet aux tribunaux d'orienter les parties litigeuses vers un centre de médiation», a déploré à cette occasion Dala Ghandour, avocate et consultante au sein du centre libanais de médiation (CLM).

Selon elle, «l'avenir est pourtant à ce mode de résolution des conflits, d'autant qu'au Liban, la durée moyenne pour obtenir une décision de la cour de première instance est de 721 jours, tandis que les frais globaux s'élèvent à près de 30% de la valeur de la dispute». Comparativement, «les frais d'une médiation au CLM s'élèvent à 1% du montant de la requête auquel s'ajoute les honoraires des médiateurs, fixés à 100 dollars par heure. La médiation dure généralement entre 4h et 8h», a-t-elle précisé.

Selon Rana Nader, «outre les avantages en termes de coûts et de temps, il y a un début de changement des mentalités au Liban». «Nous avons reçu plusieurs requêtes de grandes compagnies même si aucune n'a finalement franchi le pas», a-t-elle souligné.

Preuve d'un début de changement, la compagnie Butec, chargée au Liban de réhabiliter le réseau électrique, a eu recours à la médiation, dans un conflit commercial qui l'opposait à une société française autour d'un projet de 3 millions de dollars au Qatar. Même si le cas ne s'applique pas directement au marché local, la médiation a eu lieu à Beyrouth, via la Chambre internationale de Commerce.

Le chemin vers une vulgarisation de la médiation au Liban reste néanmoins long. Les parties concernées en sont totalement conscientes et s'activent d'ailleurs pour promouvoir et convaincre les entreprises, les avocats et les juges des bienfaits d'un outil de résolution de plus en plus prisé à travers le monde.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

ÉCHOS ARABES

MENA

La Banque mondiale plus optimiste quant à l'avenir des pays MENA

Selon le rapport de la Banque mondiale sur les perspectives économiques mondiales intitulé Global Economic Prospects (GEP), paru en juin, la croissance des pays en développement dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA) devra se raffermir progressivement, après une contraction de 0,1% en 2013. Dans son rapport, l'institution internationale a dit s'attendre à une stabilisation de l'activité économique dans les pays importateurs de pétrole. Selon les projections, la croissance dans ces pays augmentera progressivement pour passer de 1,9% en 2014 à 3,6% en 2015 et à 3,5% 2016, grâce à une reprise de la production de pétrole dans les pays exportateurs d'or noir et à une légère amélioration de la situation des économies importatrices de pétrole. Celles-ci devraient profiter au niveau des exportations de la reprise dans la zone euro, a noté la Banque à cet égard. L'institution a toutefois mis en garde contre les perturbations en Syrie et en Irak, qui risquent d'assombrir les perspectives économiques, soulignant que celles-ci restent extrêmement incertaines et tributaires d'une large gamme de risques intérieurs liés à l'instabilité politique et aux incertitudes concernant l'action publique.

INVESTISSEMENTS

L'IIF prévoit une hausse des flux de capitaux dans la région

Selon l'Institut de la Finance Internationale (IIF), les flux nets de capitaux privés devraient augmenter de 17,1% durant l'année en cours dans les régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA), pour atteindre 96 milliards de dollars, contre 82 milliards en 2013. Cette croissance sera notamment ressentie aux Émirats arabes unis (EAU), selon l'institut, grâce au statut de «terre refuge» dont bénéficie actuellement le pays, au vu du marasme régional, mais aussi en raison des mégaprojets dans le secteur émirati de l'Énergie et des projets liés à l'éventuel accueil de la coupe du monde par le Qatar en 2022. Quant aux autres pays, comme l'Égypte et le Liban, une relance des capitaux dépendra dans une large mesure de l'évolution de la conjoncture politique et sécuritaire, souligne l'IIF.

Dans les détails, l'institut a estimé à 9,3% cette année la part régionale dans le total des capitaux privés en direction des marchés émergents, contre 7,1% l'an dernier. Quant à la composition des 96 milliards de dollars prévus en 2014, les investissements directs étrangers (IDE) devraient figurer en tête, avec un montant net de 47 milliards de dollars cette année, qui devrait augmenter à 52 milliards en 2015, contre 38 milliards en 2013, indique l'Institut. Les IDE seront suivis des emprunts bancaires, dont le montant net devrait s'élever à 17 milliards de dollars, contre 10 milliards l'an dernier, et des investissements de portefeuille, qui devraient atteindre 15 milliards de dollars, selon l'IIF.

IRAK

Irak: les violences pèsent sur le prix du pétrole et le marché boursier arabe

Les violences qui secouent l'Irak depuis début juin risquent, à long terme, de compromettre sa production d'or noir et de faire bondir les cours du pétrole sur les marchés mondiaux. Même si les combats n'ont pas encore atteint les installations pétrolières du Sud, d'où proviennent 90% des exportations irakiennes de brut, les prix du pétrole ont grimpé, dans la foulée de la chute de Mossoul aux mains de l'État islamique en Irak et au Levant (EIIL) et de la fermeture de la raffinerie de Baiji, à leur plus haut niveau depuis septembre2013, atteignant près de 115 dollars le baril de Brent et plus de 107 dollars pour le baril «light sweetcrude» (WTI).

Si les exportations irakiennes venaient à être suspendues, elles seraient difficiles à remplacer sur les marchés internationaux, le pays exportant 2,5 millions de barils par jour (mb/j). D'autant que des problèmes d'approvisionnement sont encore perceptibles en Libye et au Nigeria. Dans ce scénario, les cours mondiaux de pétrole risquent de flamber, estiment les analystes, tandis que le rétablissement économique mondial pourrait s'arrêter net et les régions les plus fragiles pourraient entrer en récession.

Les récents évènements en Irak ont par ailleurs pesé sur l'activité boursière à travers la région, l'indice de la Bourse du Caire chutant à moins de 8 400 points, un niveau qui reste toutefois au-dessus de celui atteint en début d'année, tandis que les bourses des pays du Golfe, qui avaient dévissé durant les premiers jours suivant l'offensive de l'EIIL, sont restées relativement stables. Certaines actions de la Bourse d'Abou Dhabi ont même connu des évolutions à deux chiffres. En revanche, la bourse koweïtienne a chuté à son plus bas niveau depuis 14 mois.

ÉGYPTE

La Banque du Caire accorde 700 millions de dollars aux PME

La Banque du Caire, la troisième plus grande banque publique en Égypte, a alloué 5 milliards de livres égyptiennes (699 millions de dollars) pour financer les petites et moyennes entreprises (PME) durant le deuxième semestre de 2014.

Au cours des cinq premiers mois de l'année en cours, la Banque avait déjà injecté 1 milliard de livres égyptiennes au profit des PME sous forme de prêts dédiés aux micro-entreprises. Cela porte la valeur totale des prêts accordés aux PME par la banque depuis 2001 à environ 7 milliards de livres égyptiennes (dont 6 milliards sur la seule année de 2014). Cette accélération s'inscrit dans le cadre d'une politique publique visant à soutenir l'emploi et les segments fragiles de la population, dans un pays ravagé par trois ans d'instabilité et miné par un taux de chômage particulièrement élevé parmi les jeunes.

Les bénéficiaires des ces crédits ont totalisé jusque-là 415 000 entrepreneurs, dont 24% sont des femmes. Les montants des prêts varient entre 1 000 et 50 000 livres égyptiennes, remboursables sur une période de 36 mois, et n'exigeant aucune garantie.

Avec cette nouvelle injection, la Banque du Caire s'impose désormais comme l'un des principaux bailleurs du pays pour les micro-entreprises, avec une part de plus de 40% du marché. Le volume total des microcrédits en Égypte a atteint 14,4 milliards de livres égyptiennes jusqu'à fin mai 2014.

La Banque du Caire a été créée en 1952. Elle détient aujourd'hui 228 branches à travers le pays, et dessert 3,8 millions de clients en Égypte.

ECONEWS | en français

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Mohamed Choucair honore Philippe de Fontaine Vive autour d'un petit déjeuner

Au cours de sa visite au Liban, le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) a été l'hôte du président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban qui a organisé un petit déjeuner «amical» en son honneur en présence de personnalités du secteur bancaire et financier.

En l'honneur de Philippe de Fontaine Vive, de passage au Liban à la tête d'une délégation de la BEI, Mohamed Choucair a convié le 11 juin dernier, à la Chambre de commerce de Beyrouth, des personnalités du secteur bancaire et financier du pays. C'est entouré notamment du gouverneur de la Banque du Liban (BDL), Riad Salamé, du président des Organismes économiques arabes, Adnane Kassar, du président de l'Association des Banques du Liban (ABL), Joseph Torbey, de Walid Raphael, directeur général de la Banque libano-française (BLF), des vice-présidents de la Chambre, Gaby Tamer, Mohammad Lamaa et de Nabil Fahed, que Mohamed Choucair a tenu à l'accueillir.

À cette occasion, le vice-président de la BEI était accompagné d'Emilie Bois-Willaert, sa conseillère et responsable des activités pour la région MENA, de Flavia Palanza, la directrice des opérations dans la région de la Méditerranée et de Virginie Garcia, responsable des opérations et des prêts au Liban.

Mohamed Choucair et Philippe de Fontaine Vive

LA BEI, UN SOUTIEN INCONTOURNABLE POUR LES PAYS DU SUD

C'est chaleureusement que Mohamed Choucair, également président de l'Association des chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (ASCAME), a présenté ses plus sincères remerciements au vice-président de la BEI pour le travail accompli au Liban et dans tous les pays du sud de la Méditerranée, par le biais de la mise en œuvre d'actions en faveur de la région dans laquelle la BEI et l'ASCAME sont impliquées.

Il a également rappelé l'importance de l'accord signé entre les deux institutions et a décidé de renforcer et d'annoncer de nouvelles initiatives pour l'économie méditerranéenne et les PME en particulier. Mohamed Choucair a également confirmé son engagement en faveur de la BEI, en particulier concernant les programmes pour l'amélioration de la région Sud et la constitution d'une zone euro-méditerranéenne. «Vous pouvez compter sur mon appui dans les programmes que vous entretenez. Votre contribution à la mise à niveau du Sud et à la constitution d'un «bloc» économique euro-méditerranéen ne peut être ignorée», a-t-il déclaré en clôture de son mot de bienvenue.

«UNE SAGESSE TOUTE ORIENTALE»

«L'amitié et la compétence libanaise m'impressionnent tout autant que cette invitation amicale de Mohamed Choucair, qui a réussi à rassembler autour d'un même repas le gouverneur de la Banque du Liban, le président des Organismes économiques arabes et un parterre de personnalités incontournables et compétentes du secteur privé et bancaire», a affirmé le vice-président de la BEI. Il a par ailleurs assuré, qu'en tant que bras financier de l'Union européenne, la BEI était prête à accompagner le Liban et son secteur privé en cette période difficile. «Vous avez surmonté ces quelques dernières années une période absolument épouvantable avec une sagesse toute orientale et j'espère que cette même sagesse pourra, au mieux, combler les vides qui persistent» a ajouté Philippe de Fontaine Vive en tenant à saluer le tempérament vaillant et positif des Libanais. Il a par ailleurs assuré que l'Union européenne continuera d'accompagner le Liban en toute amitié quels que soient les choix qu'entreprendront les Libanais pour combler les vides et répondre au mieux aux échéances et défis qui attendent le pays.

«PHILIPPE DE FONTAINE VIVE, L'AMI DU MONDE ARABE ET DU LIBAN»

«Nous avons la chance d'avoir à la tête de la BEI, un homme qui croit en nous, au Liban, en son secteur privé et ses PME». C'est par ces mots qu'Adnane Kassar a tenu à saluer l'action de Philippe de Fontaine Vive. «J'ai eu l'occasion de le côtoyer à maintes reprises, notamment au Caire où il nous a rejoint pour apporter son aide». Il a par ailleurs tenu à qualifier le vice-président de la BEI «d'ami du monde arabe et du Liban» et «qui comprend les préoccupations et les enjeux de cette région du monde». Le président des organismes économiques arabes a clôturé son mot en remerciant «son ami» Philippe de Fontaine Vive pour son soutien inébranlable au Liban, à son secteur privé et à ses PME.

En marge de cette visite à la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, la BEI a réitéré son engagement envers le secteur privé libanais, consciente du rôle clé joué par ce dernier dans la relance d'une croissance durable. Ainsi, la Banque européenne d'investissement (BEI), en la personne de son vice-président Philippe de Fontaine Vive, a signé au cours de son séjour quatre contrats de financement d'un montant global de 121 millions d'euros avec, respectivement, Fransabank, Byblos Bank, First National Bank et le Fonds Euromena III.

Partenaire clé et de longue date du Liban, à travers la visite de son vice-président au Liban, la BEI représente un symbole de continuité pour accompagner ce pays dans sa dynamique de croissance durable, et ainsi accroître son rayonnement au niveau régional, pour répondre aux nombreux défis auxquels est confronté le pays.

Mohamed Choucair encourage l'investissement français au Liban avec UBIFRANCE et l'ambassade de France au Liban

Le réseau mondial au service de l'export, UBIFRANCE, qui a 80 bureaux présents dans 70 pays notamment au Liban a organisé une conférence au siège de l'Agence française à Paris, regroupant acteurs libanais et français, pour encourager les opportunités d'investissements d'entreprises françaises au Liban.

Une conférence qui vise à présenter aux entreprises françaises l'économie libanaise et les opportunités d'investissement au pays du Cèdre, a pris place le 24 juin dernier à Paris, au siège de l'Agence française pour le développement international des entreprises, UBIFRANCE. Son objectif: offrir des pistes d'information aux entreprises françaises désireuses de s'exporter au Liban pour accroitre la coopération commerciale entre les deux pays.

Cette initiative a été organisée par le directeur du bureau de représentation d'UBIFRANCE section Liban, Henri Castor, (développement de l'Agence d'affaires et du commerce au sein du ministère français des Affaires étrangères) en collaboration avec l'Union des Chambres libanaises de commerce (UCCL) et le soutien incontournable de l'ambassade de France au Liban représentée par son ambassadeur, Patrice Paoli.

Cet événement s'est tenu notamment en présence de Mohamed Choucair, le président de l'UCCL et de l'Association des Chambres de commerce et d'industrie de la Méditerranée (ASCAME), d'experts libanais et de nombreuses personnalités du secteur privé français et libanais.

Dans son mot d'ouverture, le président Mohamed Choucair a chaleureusement remercié UBIFRANCE pour son initiative en faveur du Liban. «Cette initiative s'inscrit dans le cadre des relations historiques entre les deux pays amis», a-t-il affirmé. Il a également souligné que «la relation entre le Liban et la France est partie prenante des pays de la rive Méditerranéenne, qui représenteront un jour auprès de l'Europe et des pays arabes une force économique suffisamment puissante pour concurrencer le géant économique qui détient une part majoritaire des richesses». Le président de l'Union des Chambres libanaises de commerce et de l'ASCAME a par ailleurs insisté sur l'importance de cette rencontre qui renforce le partenariat économique entre les deux pays. «Le Liban a de nombreux avantages compétitifs qui sont dans l'intérêt des entreprises françaises, et le pays du Cèdre est le poumon économique et la porte d'ouverture vers les pays de la région» a-t-il déclaré en clôture de son intervention.

Pour info, UBIFRANCE, l'Agence française pour le développement international des entreprises, est un établissement public industriel et commercial. Elle est dotée de son propre réseau de 1 400 collaborateurs multiculturels dans le monde dédiés à l'accompagnement des PME et ETI à l'export. A l'étranger, UBIFRANCE à 80 bureaux présents dans 70 pays. Egalement organisés par filières d'activité, ces bureaux sont les «portes d'entrée» des PME françaises sur chacun de leurs marchés.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Une première: AXA Middle East et Visa lancent la carte de crédit pour le secteur de l'assurance au Levant

AXA Middle East (ME), en collaboration avec VISA et CSC, a lancé la première carte de crédit pour le secteur de l'assurance au Levant. Avec ce nouveau moyen de paiement, le must de contracter une assurance et assurer vos proches n'est plus un problème d'argent.

Les fameuses compagnies AXA Middle East, VISA et CSC ont tenu une conférence de presse conjointe, le 12 juin dernier, à l'hôtel Phoenicia de Beyrouth, pour annoncer le lancement de la première carte de crédit pour le secteur de l'assurance au Levant.

Cet événement s'est tenu en présence des présidents respectifs d'AXA Middle East (M.E), Roger Nasnas et du CSC, Marwan Kadoura. Aussi au rendez-vous, le directeur général de VISA Liban, Ramzi Sabboury et celui d'AXA M.E, Elie Nasnas, ainsi que des représentants du secteur de courtage d'assurances et des médias.

Tous sont venus en grand nombre pour saluer cette initiative qui permettra aux personnes en situation de défaut de paiement annuel d'obtenir rapidement une carte de crédit. Ce moyen de paiement leur permettant désormais de comptabiliser des «milles» pour s'assurer et assurer leurs proches, et de bénéficier de facilités de paiements très attrayantes.

En ouverture, Roger Nasnas a assuré qu'AXA M.E, présente au Liban depuis plus de 100 ans, a confiance dans l'avenir de l'économie libanaise. «En conformité avec sa politique de consolidation des relations de proximité avec ses assurés, la Société AXA M.E a mis en place, en partenariat avec le leader des produits de paiements électroniques VISA, la première carte de crédit d'assurance au Levant», a-t-il déclaré.

Rappelons qu'AXA, la société mère, est présente dans 56 pays dans le monde, avec des primes annuelles de 91 milliards d'euros et 160 000 collaborateurs. Roger Nasnas a par ailleurs exprimé le souhait que cette coopération permette à AXA M.E d'avoir des relations plus personnalisées avec ses clients, en espérant que cette carte y contribue par des services plus accessibles et davantage de sécurité. «Sans une collaboration étroite avec VISA et CSC, ce projet n'aurait pas pu voir le jour», a-t-il ajouté, clôturant son allocution en remerciant les médias, les courtiers d'assurances et les collaborateurs d'AXA M.E qui ont contribué à la réussite de ce projet.

S'exprimant à son tour, le directeur de VISA Liban, Ramzi Sabboury, a exprimé sa satisfaction de pouvoir accéder au secteur de l'assurance avec cette première carte de crédit en partenariat avec AXA M.E, pionnière dans ce secteur. «Le souci de VISA est de rester concurrentielle dans son domaine d'activité, tout en répondant aux attentes de ses clients et au développement de ses produits», a-t-il affirmé.

Le directeur général d'AXA M.E, Elie Nasnas, a pour sa part relaté l'historique de cette coopération en insistant sur les études qui ont été menées durant les 12 derniers mois, pour s'assurer que la carte AXA M.E VISA PLATINUM allait satisfaire les attentes des clients. Pour ce faire, il a exposé les principaux, et non des moindres, avantages que présente cette carte. Il s'agit d'une acceptation universelle, d'une assurance mondiale gratuite (y compris pour la zone Schengen) couvrant les frais médicaux par AXA Assistance, un cash back de 1% sur tous les achats plus 1% supplémentaires sur les polices d'assurances AXA, la carte AXA M.E VISA Platinum délivrée à vie et enfin un paiement mobile CMO.

LIVE LOVE BEIRUT, un slogan plus que jamais d'actualité

La 14e édition de la Fête de la Musique a été ternie par l'attentat-suicide survenu la veille, le 20 juin dernier, à Dahr el-Baidar. Malgré tout, les Libanais ont chanté, regardé le Mondial de Foot et espèrent encore et toujours des lendemains ensoleillés.

Pourtant les initiatives encourageantes de relance touristique et culturelle des ministères du Tourisme et de la Culture, et l'accalmie sécuritaire des dernièrs mois, notamment à Tripoli, avaient donné un peu d'espoir aux citoyens en ce début d'été 2014.

Des terrasses de café grouillantes, des plages qui se remplissent, des écrans géants un peu partout, des drapeaux des fans du mondial, un début d'été agréable avait pourtant pris le dessus. Sans oublier la campagne «Live Love Beirut», initiée le mois dernier par le ministre du Tourisme, Michel Pharaon, en collaboration avec une ONG, qui met en avant le Liban touristique et régional avec des offres alléchantes. Ces éléments semblaient tous payant jusqu'au 19 juin. Malgré cela les Libanais continuent de résister culturellement et humainement.

«LIVE ACHRAFIEH» REPORTÉ

La 14e édition de la fête de la Musique, une tradition française devenue «libanaise» aussi, a pris un coup avec l'attentat-suicide de la veille qui s'est passé à Dahr el-Baidar sur la route de Damas. Par respect pour les victimes, le ministre du Tourisme a reporté d'une semaine le «Live d'Achrafieh». Un festival musical devenu annuel, organisé par «Live Achrafieh» et parrainé par le ministre Michel Pharaon, était prévu place Sassine. C'est finalement le 28 juin dernier que les fans de Nancy Ajram ont pu la voir sur scène à Achrafieh en live.

FÊTE DE LA MUSIQUE MAINTENUE DANS LES RUES DU CENTRE-VILLE

En revanche, la fête de la Musique organisée par l'Institut français dans les rues de la capitale a été maintenue. Le festival «Word Music Festival», organisé depuis 4 ans par Solidere en collaboration avec l'Institut Français au Liban, le ministère de la Culture et un certain nombre d'ambassades a été quant à lui maintenu. Plus de 60 groupes de musique locale, arabe et internationale ont offert une variété de concerts dans les théâtres de la capitale répartis dans huit endroits différents du centre de Beyrouth. Les événements ont débuté à sept heures du soir. La place des Martyrs, le jardin Samir Kassir, Zaitouna Bay et les églises du Centre de Beyrouth ont vu défiler des artistes de tous styles pour tous les gouts. N'en déplaise à certaines forces de l'ombre, Le Liban ne s'arrêtera pas de vivre. Alors «Live Love Beirut» !

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Flambant neuf, le jardin de Sanayeh rouvre ses grilles verdoyantes au public

Un nouveau destin se dessine pour le plus vieux jardin de Beyrouth. Plus besoin de vous le présenter. Le jardin René Moawad de Sanayeh aura tout vu et tout vécu. Des jours de gloires du Liban, aux plus sanglants. Ayant servi tour à tour de jardin pour flâneurs solitaires, pour mamans en mal de verdure qui promène leur nouveau-né ou encore de lieu de refuge en période de guerre, il revient embelli avec une nouvelle histoire à offrir et à partager.

Depuis le 1er juin, après un an de travaux de rajeunissement et d'opérations d'embellissement, les nostalgiques du jardin, communément appelé Sanayeh, peuvent s'y rendre à nouveau. Officiellement baptisé jardin René Moawad, du nom de l'ancien président assassiné en 1989, c'est le plus vieil espace vert public de la capitale. Les résidents du quartier beyrouthin de Zarif, et de toutes les autres régions du pays, simples curieux ou citoyens en mal de verdure ont désormais une adresse incontournable. Pour la petite histoire, ce jardin de 20 000 m2 a été créé sur des dunes de sable en 1907 par Khalil Bacha, général dans l'armée ottomane.

LA MUNICIPALITÉ DE BEYROUTH ET LE SECTEUR PRIVÉ MAIN DANS LA MAIN

Rappelons-le d'entrée pour ceux qui ne le savent pas: ce jardin a fait l'objet d'une réhabilitation qui s'inscrit dans un large plan entrepris par la Municipalité de Beyrouth et par son président, Bilal Hamad. Baptisé «Beyrouth est superbe», il prévoit l'accroissement des espaces verts, une nouvelle vision pour les grands jardins à Beyrouth et la réhabilitation des jardins existants.

Pour ressusciter ce jardin, et d'autres dans la capitale, la Municipalité de Beyrouth a fait appel au secteur privé. Pour exécuter la rénovation du jardin de Sanayeh en particulier, elle a chargé la fondation Azadéa, de la compagnie éponyme. La société gère plus de 50 franchises internationales (Zara, Gap, Décathlon, Paul ou encore Virgin Megastore) à travers le Moyen-Orient, l'Asie et l'Afrique du Nord. Celle-ci a déboursé 2,5 millions de dollars et devrait également prendre en charge l'entretien des lieux sur les dix prochaines années, pour un coût total de 2 millions de dollars.

Cet embellissement, on le doit aussi au bureau d'architecture paysagiste de Zeina Majdalani Khabbaz (ZMK), qui a dessiné les nouveaux plans du jardin. Une rénovation qui a gardé les lignes historiques de l'espace, dont celles du mur d'enceinte. Réhabilitée, la fontaine de 30 mètres de diamètre trône toujours au centre. Le bassin est entouré de grands arbres qui ont immortalisé les plantations anarchiques du temps de guerre.

«CE JARDIN APPARTIENT À TOUS LES CITOYENS»

S'exprimant au cours de l'inauguration officielle, le 31 mai dernier en présence de plusieurs personnalités politiques et des représentants de la société civile, Bilal Hamad a exprimé «son immense joie». Il a notamment affirmé vouloir «perpétuer le rêve de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, et mettre en oeuvre les projets de développement qui visent à embellir la ville de Beyrouth et à redorer l'image de la capitale». Il a précisé qu'il existe encore plusieurs projets en cours en ce sens. Bilal Hamad a clôt son mot d'ouverture en remerciant le partenaire exécutif et financier de rénovation, la fondation Azadéa, ainsi que le ministre de l'Intérieur, Nouhad Machnouk.

«Le jardin est ouvert à tous les Libanais», a quant à lui déclaré le ministre de l'Intérieur, Nouhad Machnouk. Avec des mots forts et se voulant rassembleur, il a ajouté que «ce jardin appartient à tous les citoyens et non pas à l'élite». S'exprimant au nom du Premier ministre, Tammam Salam, il a aussi tenu à remercier «tous les habitants de Beyrouth et tous ceux qui ont participé à l'exécution de ce projet».

Alors, si vous êtes en mal de verdure et de paix dans cette cité insécurisante et bruyante, rendez-vous vite au Jardin de Sanayeh ou un univers plus beau et plus vert vous attend.

ECONEWS | en français

THE FEDERATION OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

LACTIMED lance le concours de projets innovants pour la valorisation des produits laitiers typiques de la Méditerranée

Dans le cadre du projet LACTIMED, la Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Zahlé et de la Bekaa (CCIAZ), organise avec ANIMA Investment Network un concours de projets innovants pour la valorisation des produits laitiers typiques de la Méditerranée. Cette initiative vise à renforcer le secteur laitier méditerranéen, montrant que l'innovation et l'esprit entrepreneurial peuvent combiner des savoir-faire traditionnel et des ressources locales dans un secteur stratégique, avec de forts enjeux socio-économiques, culturels et touristiques. L'événement de lancement a eu lieu le 27 Juin 2014 à la Chambre de Zahlé et de la Bekaa en présence des acteurs locaux déjà identifiés durant la phase du diagnostic. Dans les autres pays, les lancements ont été effectués entre mai et Juin 2014, dans les régions de Thessalie, Sicile, Bizerte et Béja, et prochainement en Alexandrie et Behera. Ces lancements seront également l'opportunité de sensibiliser les participants potentiels sur la mise en œuvre de méthodes de production efficaces, traditionnelles et durables, et sur les besoins d'amélioration de la qualité et de la gestion de la relation client.

Le concours est ouvert aux micros, petites ou moyennes entreprises (PME), à un groupement d'entreprises, association ou fédération professionnelle, étudiants, laboratoire ou centres de recherche. Parmi les objectifs et les résultats attendus, LACTIMED va:

- Promouvoir l'innovation et la valorisation des produits laitiers typiques méditerranéens;
- Améliorer les capacités des producteurs et des entrepreneurs par le biais de leur encadrement;
- Renforcer le dialogue entre les producteurs, les organisations de support et les acteurs financiers nationaux.

Le lancement officiel de la compétition régionale pour les projets innovants ouvrira une phase de 2 mois, où au moins 40 participants présélectionnés des territoires LACTIMED seront conseillés afin de développer leurs plans d'affaires. Après la période de coaching, une compétition finale sera organisée sur chaque territoire avec un jury international évaluant les projets à la fin d'une séance de pitching.

Les meilleurs projets technologiques, organisationnels et / ou d'innovation sociale, basés sur les ressources laitières locales et le savoir-faire traditionnel, seront accordés € 10 000 (2 par territoire). Les dix gagnants seront offerts le financement, six mois d'aide et un soutien technologique et commercial des organisations locales et régionales pour les aider à lancer avec succès leur projet innovant, contribuant, à leur échelle, au développement et à la promotion du secteur laitier méditerranéen.

Aurélien Baudoin, Coordinateur
aurelien.baudoin@anima.coop, +33496116765

Lauriane Ammouche, Chargée de communication
lauriane.ammouche@anima.coop, +33496116768

Said Gédéon, Coordinateur GT6
said@cciaz.org.lb, +9618802602

A PROPOS DE LACTIMED

LACTIMED vise à renforcer la production et la distribution de produits laitiers typiques et innovants en Méditerranée par l'organisation des filières locales, l'accompagnement des producteurs dans leurs projets de développement et la création de nouveaux débouchés pour leurs produits. Le projet est mis en oeuvre dans le cadre du programme IEVP CT MED. Il est financé, pour un montant de 4,35 millions d'euros, par l'Union européenne à travers l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat. De novembre 2012 à mai 2015, ANIMA et ses 11 partenaires réaliseront une centaine d'opérations à destination des acteurs des filières laitières d'Alexandrie (Egypte), la Bekaa (Liban), Bizerte (Tunisie), la Sicile (Italie) et la Thessalie (Grèce). **www.lactimed.eu**

A PROPOS D'ANIMA INVESTMENT NETWORK

ANIMA Investment Network est une plateforme multi-pays de développement économique de la Méditerranée. Le réseau ANIMA réunit plus de 70 agences gouvernementales et réseaux d'affaires, de financement et d'innovation du pourtour méditerranéen. L'objectif d'ANIMA est de contribuer à une amélioration continue du climat des affaires et à la croissance de l'investissement dans la région Méditerranée. Le réseau ANIMA est piloté depuis Marseille (France) par une équipe de 12 personnes et est présidé par Monsieur Noureddine Zekri, Directeur de la FIPA (Tunisie). La majorité de son financement provient de la gestion de programmes de bailleurs de fonds internationaux. **www.anima.coop**

À PROPOS DE CCIAZ

La Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Agriculture de Zahlé et de la Bekaa (CCIAZ) est une organisation à but non lucratif, fondée en 1939, visant à développer les intérêts des secteurs commerciaux, industriels et agricoles dans la région de la Bekaa. Elle est référencée en tant que centre d'information, facilitant les contacts entre les membres, les autorités locales et les ambassades. Elle réglemente également les litiges à travers le centre de réconciliation et de médiation, facilite la participation aux expositions internationales. La travail de la CCIAZ se concentre principalement sur le développement de l'entreprenariat et des PME en particulier ceux qui travaillent dans les domaines de l'agriculture et agro-alimentaire, principalement concentrés dans la vallée de la Bekaa, à travers diverses activités telles que les services d'extension, la formation et le renforcement des capacités et la comptabilité, etc. la Chambre a installé le Food Quality Center (FQC) offrant des services de contrôle de qualité dans un laboratoire accrédité, de développement de produit et de renforcement des capacités des acteurs de la filière agro-alimentaire.

À PROPOS DU PROGRAMME IEVP CT MED

Le Programme IEVP CT Bassin Méditerranéen 2007-2013 est une initiative de coopération transfrontalière multilatérale financée par l'Instrument Européen de Voisinage et de Partenariat (IEVP). L'objectif du Programme est de promouvoir un processus de coopération durable et harmonieuse au niveau du bassin méditerranéen en traitant les défis communs et en valorisant ses potentialités endogènes. Il finance des projets de coopération en tant que contribution au développement économique, social, environnemental et culturel de la région méditerranéenne. Les 14 pays suivants participent au Programme: Chypre, Egypte, France, Grèce, Israël, Italie, Jordanie, Liban, Malte, Autorité palestinienne, Portugal, Espagne, Syrie et Tunisie. L'Autorité de Gestion Commune (AGC) est la Région Autonome de Sardaigne (Italie). Les langues officielles du Programme sont l'arabe, l'anglais et le français. **www.enpicbcmed.eu**

À PROPOS DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est constituée de 28 États membres qui ont décidé de mettre graduellement en commun leur savoir-faire, leurs ressources et leur destin. Ensemble, durant une période d'élargissement de plus de 50 ans, ils ont construit une zone de stabilité, de démocratie et de développement durable tout en maintenant leur diversité culturelle, la tolérance et les libertés individuelles. L'Union européenne est déterminée à partager ses réalisations et ses valeurs avec les pays et les peuples au-delà de ses frontières. **www.europa.eu**

ECONEWS | en français

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Le Forum sur l'avenir économique du Liban, «notre Davos à nous»

Des experts, des politiciens et des présidents d'organismes économiques se sont penchés sur les priorités et les politiques économiques à suivre pour aider le Liban à à affronter ses innombrables défis, lors d'un Forum sur «l'avenir économique du Liban». Quelle stratégie concrète pour répondre à quels enjeux?

Les enjeux sont nombreux, les problèmes aussi, mais la bonne volonté ne manque pas pour aider le Liban économique et politique à sortir la tête de l'eau. Dans cet objectif, ils étaient plus de trois-cent personnalités politiques et économiques présentes à l'hôtel Phoenicia, le 9 juin dernier, pour participer au Forum sur «l'avenir économique du Liban» et mettre en place des recommandations concrètes. Car comment se pencher sur l'avenir d'un pays qui arrive à peine à établir des priorités sur le court terme? L'initiative reste toutefois louable.

«Le Forum sur l'avenir économique du Liban a pour ambition d'être notre Davos à nous». C'est par ces mots teintés d'optimisme que l'ancien ministre de l'Industrie et coordinateur du Forum, Vrej Sabounjian, a accueilli les personnalités du monde politique et économique présentes. À noter que cet événement a été organisé par l'Union générale des Chambres de commerce arabes sous le haut patronage du Premier ministre, Tammam Salam, représenté à cette occasion par le ministre de l'Environnement, Mohammad Machnouk.

L'AMBITION DE SÉPARER LE POLITIQUE DE L'ÉCONOMIQUE

L'un après l'autre, les intervenants ont condamné d'une voix commune le vide à la tête du pays appelant à l'élection imminente d'un nouveau président de la République. Un vide «qui ne peut qu'avoir des répercussions négatives sur l'avenir de l'activité économique du pays», comme l'ont notamment affirmé le gouverneur de la Banque du Liban (BDL), Riad Salamé, et le président des organismes économiques, Adnane Kassar dans leurs allocutions respectives.

«Les banques ont largement les moyens de financer les activités économiques du secteur privé, ainsi que les projets de l'État», a affirmé, pour sa part, le président de l'ABL, François Bassil. «La BDL, elle aussi, joue un rôle important dans ce processus, en injectant des liquidités dans le marché ou en accordant des prêts subventionnés à certains secteurs productifs clés», a pour sa part relevé le gouverneur de la Banque centrale, Riad Salamé.

Même son de cloche du côté du président de l'Association des commerçants de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, qui a souligné amèrement que «la dégradation des indicateurs économiques est visible depuis la vacance présidentielle, alors que la déclaration ministérielle avait entraîné une reprise à la hausse». Selon lui, l'élection d'un chef d'État est une condition sine qua non à toute reprise normale de la croissance.

Il ne s'agissait plus de tirer une sonnette d'alarme, comme l'ont fait à maintes reprises ces dernières années les représentants des organismes économiques. Ce forum a été plutôt l'occasion de proposer des solutions et stratégies concrètes pour permettre au pays - qui vit une de ses périodes économiques les plus noires depuis trois ans - de renouer avec le chemin de la croissance et de la confiance.

«Ce n'est pas uniquement la vacance à la tête du pays qui pose problème, mais la corruption et le populisme qui pourrissent l'ensemble de la classe politique et qui empêchent tout entrepreneur ou investisseur de se projeter dans l'avenir», a déclaré quant à lui le président de la Chambre de commerce de Beyrouth et du Mont-Liban, Mohamed Choucair. Quant à l'ancien ministre des Finances, Jihad Azour, il a assuré que «le problème est que les responsables politiques n'ont pas le courage de mener à bout les réformes économiques, pourtant nécessaires et urgentes pour sauver ce qui peut encore l'être et stopper l'hémorragie financière causée par le déficit public».

DÉFIS STRUCTURELS, ACTIONS CONCRÈTES NÉCESSAIRES, VISION CLAIRE POUR RÉFORMER

Mohammad Machnouk, s'exprimant au nom du Premier ministre Tammam Salam, a indiqué que «ce forum représentait une tribune précieuse pour le dialogue entre tous les organismes économiques et les forces en place autour de l'avenir économique du pays», affirmant que le partenariat entre les secteurs public et privé était essentiel pour l'essor du Liban. Il a par ailleurs rappelé que «les premiers mois de l'année 2014 ont enregistré une amélioration dans les indices économiques après l'arrivée d'un nouveau gouvernement au pouvoir et le rétablissement de la sécurité dans le pays». «Cependant, cela ne signifie pas que nous ne sommes pas confrontés à des défis, ces derniers étant multiples, notamment à l'ombre de la crise des réfugiés syriens», a-t-il tempéré, expliquant qu'il était important de «mettre les projecteurs sur les facteurs positifs qui marquent les composantes de notre économie, dont les ressources humaines, en vue de les développer par l'élimination des défis structurels». Quant à Mohamed Choucair, il a estimé qu'«il est inutile de penser réformer quoi que ce soit sans envisager un plan global, avec une vision à long terme, afin d'éviter de revivre une situation inextricable, comme c'est le cas pour la grille des salaires».

Le président de l'Association des commerçantes de Beyrouth (ACB), Nicolas Chammas, a pour sa part appelé avec panache à ce que les réformes économiques globales prennent en compte les droits économiques du citoyen, du commerçant et de l'entrepreneur en leur apportant la protection nécessaire, et ce au même titre que les droits sociaux.

S'exprimant sur le même sujet, et spécifiquement sur la grille des salaires, Mohammad Machnouk a souligné que les droits devraient être accordés aux ayant-droits, sans toutefois épuiser le Trésor public et les organismes économiques. Quant à la question des réfugiés syriens, il a affirmé que leur nombre a franchi la barre du million et demi.

«Il ne faut pas attendre qu'on vienne nous secourir, mais il faut plutôt prendre en main la situation et savoir profiter de nos ressources», a affirmé le président de l'Association des industriels libanais (AIL), Fady Gemayel, qui encourage comme toujours le développement des avantages comparatifs. Selon ce dernier, «le Liban a la capacité de s'extraire du rythme des crises régionales et internationales». «Le secteur privé regorge de potentiel, sur le plan humain et financier, et peut, par lui-même, engendrer un cycle économique vertueux», a-t-il assuré.

RECOMMANDATIONS

Les intervenants sont tous tombés d'accord sur l'importance d'un équilibre politique avec un pouvoir capable d'assurer la stabilité et la confiance. Ils ont mis l'accent sur l'urgence d'élire un président de la République au plus vite pour éviter de faire perdurer le vide et assurer la sécurité et la stabilité du pays. Deuxième recommandation essentielle: établir une stratégie qui prenne en compte une vision économique qui assure un avenir florissant, riche en croissance et qui établisse un plan qui mette en exergue les priorités politiques et les défis à relever tels que les enjeux sociaux, la question des réfugiés syriens et son poids réel sur l'économie du pays. Parmi les autres recommandations évoquées, nous retiendrons, au niveau des investissements et de l'économie globale, le maintien d'une politique financière indépendante et claire et une relance de l'économie en encourageant notamment les PME.

En clôture de ce forum, les différents intervenants se sont donnés rendez-vous l'année prochaine pour faire le point sur l'évolution de la situation économique et vérifier la bonne application des recommandations qu'ils ont suggérées au cours de cette rencontre.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE,
INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Celebrating 50 years of Banque du Liban

"Lebanon would settle its dues this year, including its $800 million that matures by the end of June", Riad Salameh, Central Bank Governor said.

Speaking at the opening of a conference to mark the 50th anniversary of Banque du Liban (BDL) at the Phoenicia Hotel, a conference organized by *First Protocol* in collaboration with the Federation of Chamber of Commerce, Industry & Agriculture in Lebanon, the Governor assured the attendants that all the maturing bonds and Eurobonds would be paid on time.

Salameh explained that the central bank has over $36 billion in liquidity, commercial banks have excess liquidity and customer deposits are growing by 5 to 6 percent compared to last year. All of the foreign currency-denominated bonds have been replaced before their maturing dates. "We have feeded up our foreign currency reserves" he added.

Lebanese banks have snatched up most of the Eurobonds issued this year, although this has increased their exposure to the risk of default. Salameh has personally engineered most Eurobond subscriptions over the past few years in a bid to meet all the needs of the Finance Ministry.

There is no sign yet that the banks will stop buying sovereign bonds in the foreseeable future, although international rating agencies have warned lenders against increasing their exposure to the growing public debt.

Speaking about the Syrian refugee's crisis, Salameh reiterated that the central bank would protect the economy's stability to overcome the recent crisis, adding that Lebanon has succeeded in confronting the difficult political and security circumstances and was able to bear the burden of over 1 million Syrians.

Concerning the recent developments over the salary scale issue, Salameh said: "the realistic solution would be to pay it over five years so that salaries are increased on a yearly basis".

And of recent failures to elect a new head of state, Salameh noted that the presidential void is an unnatural thing that will hopefully not last long because it creates pressure on both the Cabinet and the Parliament's performance. He called on political actors to take responsibility for reviving the country's institutions, thus helping Lebanon's economy. On his part, Joseph Torbey, Chairman of the World Union of Arab Bankers, hailed the efforts of the central bank to protect monetary policies. He pinpointed that the Lebanese banking sector had become very stable since Salameh took office 20 years ago.

Torbey criticized the campaign against the Central Bank and commercial banks by the Union Coordination Committee, reminding critics that banks had shored up the economy thanks to their liquidity.

The President of the Federation of Chambers of Commerce, Agriculture and Industry, Mohammed Choucair said «the reputation and transparency that characterized the work of the central bank of Lebanon for half a century was the result of the succession of a group of the finest men of Lebanon who lead the bank, and that the monetary policy pursued spared Lebanon economic disaster". He added that it was the Bank of Lebanon, which in recent years, has spared Lebanon from falling into the global financial crisis that hit the major banks and the economy of the biggest industrial countries."This is the result of sound monetary policy and proactive measures set by the central bank of Lebanon that contributed to strengthening confidence in the banking sector, he explained and further added that «the private sector in Lebanon is the mainstay of the economy and the driver growth, and this sector depends on the banking sector activities".

Former Minister Marwan Khairedine stated in his speech that the basis of the work of a central bank is to create markets where the national currency is stable and the benefits are acceptable, in addition to the management of the banking sector according to the highest standards of governance and good governance. Bank of Lebanon was not only successful in achieving all of these goals, but succeeded with the highest distinction, he added.

At the end of the ceremony, *First Protocol* honored Salameh with a gold-plated shield to mark the BDL's 50th anniversary as well as his 20 years with the bank.

Explaining the Issue of Maternity Leave

It was not until recently that maternity leave in Lebanon went from one of the lowest in the world with a mother entitled 7 weeks to 10 weeks currently. Mothers, however, argue it is not enough time to bond with newborns.

The International Labor Organization (ILO) recommends a minimum of 14 weeks. According to "Maternity at Work" citing findings from the ILO Database of Conditions of Work and Employment Laws: Over time, there has been a gradual improvement in maternity protection across the world. In 1994, 38 per cent of countries for which information was available provided at least 14 weeks of maternity leave. Among this same set of countries, 48 per cent provided at least 14 weeks of maternity leave in 2009. During this period, there has also been a shift away from employer liability systems of financing maternity benefits. The percentage of countries that finance cash benefits through employer liability systems decreased from 31 per cent to 26 per cent, with a shift towards systems in which employers and social security systems share responsibility for paying benefits.

According to Attorney Michel Kadige, women in Lebanon get less than many countries but much more than others, therefore Lebanon stands somewhere in the middle in terms of its adherence to the ILO recommendations. Protecting maternity has been a long term concern for the ILO as well as the United Nations. Lebanon has implemented few key points of the latest convention issued in 2000 by the ILO. "Compared to its predecessors, Convention No. 183 mandates a longer minimum leave period: 14 weeks, up from 12 weeks in the previous conventions", Kadige said. Lebanon did not sign on this last convention. There are two important key points in Convention No 183: the first one is the period recommended for maternity leave, where Kadige explains «the weeks should be split before and after child birth with a minimum of six weeks after birth». The second key point is that the woman gets her salary during her leave. However, Kadige added, «the state has to take part in paying the working mother rather than the employer».

The Convention tried to balance its requirements so that the burden of employers does not conflict with a woman's rights, meaning that a salary paid to a non-working individual is considered a burden on the employer. In Lebanon, after the law that was passed in April of 2014, there are 10 weeks of maternity leave during which the woman gets her full salary paid by her employer. Even though the leave does not allow her the 14 weeks required by Convention No. 183, it is the employer that pays her the full salary and not the state as required by the said Convention. Kadige strongly believes this is how Lebanon is balanced, and that eventually, Lebanese mothers will be able to have their 14 weeks.

Lebanon in Figures

Ref.	Indicator	Billion LBP	Billion US$	Details
10	Growth	%1.50		2013
11	GDP	67,522	44.79	2013
20	Inflation (%)	%2.70		2013
	CPI	%1.65		Jan.-2014Apr.2014
21	M1	7,860	4.99	April 2014
22	M2	70,190	46.04	April 2014
23	M3	170,990	111.63	April 2014
24	M4	181,229	118.30	April 2014
30	Balance of Payment	1,288-	854.30-	May.-2013Apr. 2014
31	Current Account	8,171-	5.42-	Jul. -2012Jun. 2013
32	Balance of Trade	26,390-	17.5-	May. 2013 -Apr. 2014
40	Unemployment	%8.10		-2013 Estimated
41	Working force	%45.80		-2013 Estimated
42	Population	4.09 mn		-2013 Estimated
43	Population 64 - 15 y.	2.67 mn		-2013 Estimated
51	State Budget Deficit	6,514-	4.32-	Feb. -2013 Jan. 2014
52	Budget Revenues	14,272	9.46	Feb. -2013 Jan. 2014
53	Budget Expenditures	20,786	13.78	Feb. -2013 Jan. 2014
54	Public Debt	98,699	65.45	April 2014
55	Debt Service	5,780	3.83	Feb. -2013 Jan. 2014

* Sources: ABL (54),BDL (21,22,23,24,30, 31), CAS (11,20,41, 42, 43), Customs (32), Ministry of Finance (51,52,53,55), Worldbank (10)

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The Beirut Stock Exchange Surges in 2014

The Beirut Stock Exchange (BSE) is the main stock exchange of Lebanon. It is a public institution run by a committee including a Chairman, a Vice-Chairman and eight members appointed via a decree issued by the Council of Ministers, in accordance with a proposal by the Minister of Finance.

All BSE members are Lebanese joint stock companies (SAL) comprised mostly of banks and SOLIDERE with a capital above 500,000 Lebanese Pounds and registered at the secretariat of the Commercial Register.

Figures released by the Beirut Stock Exchange indicate that total trading volume reached 22.4 million shares in the first five months of 2014, constituting an increase of approximately 29% for the same period of 2013; while aggregate turnover amounted to $169.5m, up 42.4% from a turnover of $119.1m in the first five months of 2013.

Market capitalization increased by 4.4% from end of May 2013 to $11.19bn, of which 76.7% constituted of banking stocks, followed by real estate stocks with 20.1%, industrial stocks with 2.8% and trading stocks with 0.3%. The market liquidity ratio was 1.5% compared to 1.1% in the first five months of 2013. On the other hand, banking stocks accounted for 84.5% of aggregate trading volume in the first five months of the year, followed by real estate stocks with 15.4% and industrial stocks with 0.1%.

Vice-President of BSE, Dr. Ghaleb Mahmassani explains that in an effort to attract further investors and the development of financial markets in Lebanon, the Lebanese parliament endorsed and promulgated the Financial Market Law No. 161 which was finalized with the help of the central bank and the ministry of finance, and was voted in by parliament in August 2011.

The surge is relative, explains Dr. Mahmassani, and in real value the increase does not amount too much compared to the bleak numbers of 2013. In other words, activity was so slow in 2013 that any change could only be positive. The second reason, he further explains, is the confidence gained with the formation of the Lebanese government in February 2014 after almost eleven months of vacuum.

A third factor could be the complete (yet temporary) halt to the wave of bombings the country had been going through for a while. According to Dr. Mahmassani, security issue is the most important factor to help boost figures of the Beirut Stock Exchange.

The main factor to increase confidence in the financial markets is a stable political situation. People need to know that there is a government that can cope with all the problems. Dr. Mahmassani also explains that the capital market authority that helped create Law No. 161 is the authority for all the market. This specific authority presided by the Governor of the Central Bank, Mr. Riad Salameh, involves three to four members (three of them are full time experts) and they are starting to implement the regulations to ascertain confidence in the financial system by imposing the law on the companies that are enlisted in the BSE, in addition to non listed companies. The law, Dr. Mahmassani notes, will create the necessary confidence to encourage, not only investors but mainly companies as well.

When in need for funds, companies usually reach out to banks since banks have the required liquidity and can allocate financing without much difficulty. They find it better than going to the market, raise money publicly, and then have outsiders to interfere – and eventually take the risk of losing shares to investors that they don't know and who will have an in-depth look at how they operate. Companies seem to prefer to stay independent.

However, since 2011, when the Law No. 161 was passed, no new companies have joined the stock exchange. On this issue, Dr. Mahmassani explains that it is still in the process of preparation and implementation of internal regulations and that most things in Lebanon take time. «They have now issued regulations obliging the big companies to have internal audit and an audit committee. It is all part of a slow process but moving in the right direction» he said. Most importantly, under this Law, the BSE has to be privatized. It has to change its status from a public entity to a joint stock company owned by the government in view of transferring afterwards the property to the private sector. The Council of Ministers has to decide whether or not to go through with this move.

Moving onwards, Dr. Mahmassani hopes that the figures remain as they are with a slight increase without expecting any drastic surge. Before privatization begins and the capital market authority takes the necessary measures and requirements to encourage the companies to enlist, there will be no decisive improvement.

GEHA HOUSE, Historical and Architectural Pride

Overlooking the City of Zahle, Sheikh Youssef Khalil GEHA house is located in the oldest neighborhood between St. Mikhael and St. Georges Churches. The house is an oasis of tranquility. Since the 17th century, the family has participated in different historical events of Zahle and its foundations.

As the copper door opened, we stepped into a heaven of simple and refined architecture. Geraniums, basil, gardenia, blossoms and cedars grow amidst the serenity of the House.

Sheikh Youssef Geha.

The fountain and the stables wood doors are elements that make up the ground level. An agreeable stone staircase with a wrought-iron banister takes you to the upper level where a gallery of twenty-one arcades provides a shaded circulation area for the surrounding rooms. Here too is a fountain that was cut in a monolith stone. It is believed that the number of arcades and fountains tell the social rank of the house's owners. A heavenly atmosphere prevails, and old bitter orange tree infuses the terrace with the scent of its blossoms. There is also an old tunnel of 1,400 meters connecting GEHA House to St. Elias church.

The main hall is a museum. Sticks hang on the walls. One was offered by Jamal Pasha in 1916 to Dr. Michel Geha who was an important physician. Ancient damascene and Lebanese handmade furniture, old persian carpets, ancient icons from Greece, Jerusalem and the

Vatican can be found. The silverware and amazing embroidered curtains seem to hold on over time. The family had a role in Zahle's history. The democratic movement by the city's people led to an independent Zahle in 1857 under Ottoman occupation and was considered the first democratic movement in the Middle East. The design of the city's bi-colored flag (in red and green topped by a cross) took place in that main hall.

In another room, a unique carpet was offered to the family by the Persian prince of Kom. He ordered that the carpet must show all the animals

and all the flower colors of Persia. The family's antique collection is wide and unique, and will soon be collected for exhibit in the house's private museum.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

Special Press: Jim Yong Kim & John Kerry visits to Lebanon

While visiting the Middle East and North Africa (MENA) region, the World Bank Group President, Jim Yong Kim, made a stop in Lebanon where he lauded the government's effort in attempting to maintain Lebanon's stability and security. Along with drawing attention to immediate needs, Kim stressed that the region was at a crossroads and that it is time to rally around a plan to rebuild and lay the foundations for a more just and prosperous future, even in the midst of the humanitarian crisis. The World Bank Group, he added, would commit the full range of its resources in support of the effort.

Kim was accompanied on his trip by Inger Andersen, World Bank Regional Vice President for the MENA region and Mouayed Makhlouf, the International Finance Corporation's Regional Director for MENA.

The World Bank Group's (IBRD, IDA, IFC, MIGA) active portfolio in the MENA region has been growing steadily over the last few years, and is currently at US$ 16 billion. The New World Bank Group commitments for the fiscal year 2014 are close to US$5 billion.

Kim said «for Syria, Lebanon, Jordan, Turkey, and Iraq, this process of preparing for peace will not be easy», but he did stress that this war will end. He added that what is needed now is to put together the development plans for the day when Syria's guns fall silent and when an internationally recognized government ensures peace and stability.

During a visit that included stops in Saudi Arabia, Lebanon and Jordan, the World Bank Group President carried his message of preparing for peace to political leaders, civil society and the private sector. In Saudi Arabia, Kim met with government officials and Arab Development Funds to strengthen partnerships and scale up support to countries in transition. Kim expressed strong appreciation for the close collaboration with Saudi Arabia in support of Yemen during its transition process. Saudi Arabia has contributed US$3.25 billion to neighboring Yemen to help develop its economy, which included a US$1 billion deposit to the Central Bank of Yemen.

In an exclusive interview with INTER·VIEWS by Paula Yacoubian, Kim said that things seem bleak at the moment. However, he said his parents had lived through the war and his father specifically was a refugee and had crossed the border from North Korea to South Korea and never saw his family again. His mother had to flee and lost her mother during the war. He noted that living through this kind of experience builds a sense of resilience, and added that the most striking thing for him was to meet so many Lebanese people and see this kind of resilience built up from years of facing conflict.

Speaking about resources of Lebanon, he noted the Lebanese human resources by saying that there is an incredibly educated population, and far more optimism than he expected to find. The global community, he said, should step up its efforts to support Lebanon dealing with the influx of Syrian refugees – a great strain on the country. Again, there are many programs that need to be scaled up, he added, to help with the refugees. He further stressed the need to prepare programs for the day when peace prevails.

As the first World Bank President to visit Lebanon in 14 years, he wanted to send a message: "Lebanon is a great country with a great future and a fantastically educated people who want a chance to grow and live in peace", he said. Since 1992, the World Bank has been helping Lebanon, providing technical assistance and recommending specific actions and approaches.In 1992, when the relationship with the WB started, Kim was part of a movement called "50 years is Enough" which was on the 50th anniversary of the World Bank. And as an activist, he went to Washington D.C protesting against the World Bank policy; He realized later on that the World Bank changed a lot and his criticisms were not well founded. As it stands today, the World Bank is focused on bringing the best knowledge and innovation from all over the world and bringing them to any country that is a member including Lebanon. Whatever problem leaders decide to focus on in a new organized structure, the World Bank is going to be able to bring fast innovations from Latin America, Eastern Asia, Africa or anywhere else and transfer them to Lebanon.

While in Lebanon, the WB Group President visited a local public school in Beirut for a firsthand experience of the strain on education services arising from the Syrian children refugees. The increased demands on the school system have raised costs and impacted the quality of education. In meetings with political leaders, Kim reaffirmed the Bank's commitment to Lebanon's long term development goals, while simultaneously garnering support from the international community to strengthen the ability of the country's communities and institutions to withstand the shocks emanating from the Syrian crisis. In a separate meeting with the donor community, Kim urged representatives to contribute - quickly and generously - to a World Bank Multi-Donor Trust Fund set up for Lebanon.

ABOUT THE WORLD BANK GROUP

The World Bank Group plays a key role in the global effort to end extreme poverty and boost shared prosperity. It consists of five institutions: the World Bank, including the International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) and the International Development Association (IDA); the International Finance Corporation (IFC); the Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA); and the International Centre for Settlement of Investment Disputes (ICSID). Working together in more than 100 countries, these institutions provide financing, advice, and other solutions that enable countries to address the most urgent challenges of development.
For more information, please visit:
www.worldbank.org
www.miga.org, and ifc.org

John Kerry

US Secretary of State John Kerry is the first Secretary of state to visit Lebanon in five years. Kerry highlighted that the current stalemate in the country was troubling as Lebanon struggles to cope with a presidential vacuum since May 25th. He stressed it is far more important for the vacancy to be filled so that the people of Lebanon can reap the benefits of a fully constituted, fully empowered government – as it is also important for the region. More importantly, Kerry announced on behalf of the American people and on behalf of US President another $290 million in humanitarian assistance for those affected by the conflict both inside Syria and the communities throughout the region where they have taken refuge. He added that with the newest contribution, the United States has now committed more than $2 billion to support refugees and the nations that have opened doors to them.

The Secretary of State confirmed that the US would continue its support to Lebanese security forces to calm tensions and secure the borders of Lebanon, which has suffered spillover violence due to the Syrian civil war.

Jim Young Kim

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

The TAKREEM Awards

Founder of TAKREEM Awards, Mr. Ricardo Karam explains that there are 350 million Arabs. However, he highlights that media has generally portrayed the Arabs negatively. Thus, TAKREEM literally translating into "To Honor" was born as a step on the path towards enlightenment in the Arab World. It embraces creativity, freedom of thought, human rights, entrepreneurship, advanced technology, gender equality and the potential of Arab youth. For the fifth year in a row, Karam explains that they have been fortunate to plumb the depths of a pool of inspirational but unsung heroes, and to feature them in a highly competitive process that made the selection of winners very difficult.

Ricardo Karam.

The selection is a two stage process ensuring that each candidate credentials are fully evaluated and assessed. In the first stage, the Selection Board pre-selects three to four nominees. Each category has its specific selection committee constituted of professionals, experts in their fields from across the Arab world. In the second stage, the pre-selected nominations are submitted to the Jury Board for a final review process. The Jury Board's responsibility is to review the short-listed nominees and to select a winner in each of the nine categories. The Jury Board is comprised of HM Queen Noor Al Hussein. HRH Princess Baderi Al Faisal, HE Sheika Mai AL Khalifa, HE Shaikha Paul Al Sabah, Mr. Issa Abu Issa, Mr. Moataz Al Alfi. Sheikh Saleh Al-Turki, HE Dr. Hanan Ashrawi, HE Mr. Andre Azoulay, Mr. Carlos Ghosn, Mr. Anis Haggar, Mrs. Nora Jumblatt, Dr. Suad Juffali, Mr. Samer Khoury, Mr. Marc Levy, HE Mr. Amre Moussa, Lady Hayat Palumbo, Mr. Raja Sidawi, and Dr. Adnan Yousif.

Each year, TAKREEM presents an award to one individual or institution in each of these nine categories: Young Entrepreneur granted to a person that demonstrated commitment, vision, audacity and perseverance and who pioneered a new business model in the competitive environment through innovation. Past Recipients include Khaled Al Sabawi from Palestine in 2013 and Habib Haddad from Lebanon in 2012. In the category for Scientific and Technological Achievement, an award is granted to an institution or an individual that developed or spearheaded a body of research with significant impact on the general Arab population (such as research in biotechnology, medicine or advanced preventive cures.) Past recipients of this award include Amin Kassis from Syria in 2013, and Nagy Habib from Egypt in 2012. In the third category of Cultural Excellence, an award is granted to an institution or an individual that created an innovative work or demonstrated an athletic achievement within the previous year and a half in the fields of literature, cinema, theater, music, dance, painting, sculpture, design, typography, performance art, fashion and architecture. Past recipients include George Tarabichi from Syria in 2013.

TAKREEM also has a category for Arab Woman of the Year granted to a woman who demonstrated intellectual leadership, innovation or organizational skills in bringing change and proposing innovative concepts. She must have also achieved success in her field of expertise despite difficult circumstances. This award specifically empowers women to actively participate in community and political life. Past recipients include Hanaa Edwat from Iraq in 2013 and Magda ElSanousi from Sudan in 2012. Other categories are Innovation in Education, Humanitarian and Civic Services, Outstanding Corporate Leadership and Exceptional International Contribution to Arab Society.

TAKREEM's platform tells the stories of many heroes who are an inspiration to an Arab generation that is increasingly raising its voice in the world.

Centre for Mediterranean Cooperation: ASCAME Signs Collaboration Agreement with the Network of Red Cross and Red Crescent Societies of the Mediterranean.

Through this agreement, ASCAME is committed to strengthening its social role in the Mediterranean region and will support all associations of the Red Cross and Red Crescent of the Mediterranean.

Barcelona, 03 June 2014. A collaboration agreement was signed between the Association of Chambers of Commerce and Industry of the Mediterranean (ASCAME) and the Red Cross and Red Crescent of the Mediterranean, represented by the "Centre for Mediterranean Cooperation". This agreement confirms the commitment of both entities for peace, human rights, solidarity, justice, freedom and economic equality, social and cultural life in the countries of the Mediterranean region.

Under the agreement, ASCAME and the Centre for Mediterranean Cooperation will cooperate in implementing measures and joint projects in the best interest of the common good and progress of the Mediterranean basin.

ASCAME is since 1982, the main representative of the private sector in the Mediterranean and includes nearly 300 Chambers of Commerce and Industry and other organizations associated with the 23 countries of the Mediterranean basin. The Centre for Mediterranean Cooperation has been established with the objective to host the permanent bureau of the Mediterranean Conference of the organization encouraging meetings and exchange of experience to the achievement of the international movement of the Red Cross and Red Crescent.

The agreement was signed by the President of ASCAME Mohamed Choucair and the Vice-President of the Centre for Mediterranean Cooperation, representing the Network of National Societies of Red Cross and Red Crescent Societies of the region, Ms. Marta Corachán.

The International Labor Conference

The 103rd session of the International Labor Conference was inaugurated in the United Nations Headquarters in Geneva – Switzerland, on Wednesday may 28th, 2014.

The conference was presided by Mr. Daniel De laRioja (Employers Group – Argentina), with delegates from various countries and groups, elected to fulfill the different positions of the Conference administration.

The Lebanese delegation was presided by H.E. Seja'an Kazzi, Minister of Labor, with its usual tripartite formation from representatives of the Ministry of Labor, Employers Group (Association of Lebanese Industrialists and Lebanese Chambers Federation), and the Workers Group (Lebanese Labor Union)

The 103rd International Labor Conference (ILC) was not only challenging, but was also the last to include a three-week program. In 2015, the ILO will move to a new two-week format as advocated for by the Employers' Group for some years.

The Employers proposed two agenda items for this year's Conference: technical discussions on transitioning from the informal to the formal economy, and on forced labor. Whilst the recurrent item on employment reached good action-oriented conclusions, work needs to continue in order to support ILO work on an enabling environment for business.

ECONEWS | in English

THE FEDERATION
OF CHAMBERS OF COMMERCE, INDUSTRY & AGRICULTURE IN LEBANON

SouthBIC, in partnership with the European Union, Saida Chamber of Commerce and Bank Audi, is planning to undertake an innovative intervention to encourage entrepreneurship in the South focusing on strengthening and targeting innovative ideas that demonstrate their validity and viability through a rigorous selection process.

PROJECT DESCRIPTION

SouthBIC will advertise its project targeting 3 categories with specific awards. The campaign will be visible with multiple messaging platforms such as magazines, unipoles, social media outlets, radios and TVs. The aim is to target up to 30 innovative projects in 3 categories across the south taking into consideration the role of youth, young entrepreneurs and women in this project.

Participants will be provided with various degree of technical support over a three-months period during which 15 finalists will be nominated for final competition. There will be 3 winning prizes awarded for each project category.

The awards are composed of a comprehensive package made up of: Free incubation package offered by SouthBIC during which physical space will be provided in addition to mentoring, coaching and business development services, a platform for marketing their projects and innovations, links with relevant and important business players, cash award for the first 3 winners ($5,000 - $3,000 - $2,000) and finally subsidized financing provided by Audi Bank to set up and finalize their project.

PROJECT CATEGORIES

Projects have to be submitted in the following categories:

Agribusiness, involving the following products and services:

• Agribusiness Upstream Sector:

Farm inputs, livestock, crops and forestry products.

• Agribusiness Midstream Sector:

Post-harvest, handling and storage; processing and packaging.

• Agribusiness downstream:

Marketing and Retail

• Agritourism and ecotourism:

Landscape design/management and any other business related operations

Fashion and Design, involving the following products and services:

• Fashion
• Graphic design
• Product design
• Interior/Architecture design
• Lighting
• Structure design
• Any fashion or design related project

Information Technology (IT) involving the following products and services:

• Mobile Apps
• Cloud-based projects
• Websites
• Software
• Networks related projects
• Security related projects
• Any IT related project

AWARD CEREMONIES

To maximize exposure opportunities for the participants and to celebrate the achievements of the winning projects, award ceremonies will be held during major Global Entrepreneurship event in November 2014. At the ceremony, an exhibition will be held at the Business Exhibition Center (BEC) at SouthBIC with up to 300 invitees from relevant sectors and industries. The event will exhibit the projects, bring forth potential customers and investors, in addition to providing an opportunity for the chambers of commerce, sponsors and the European Union to promote their business and enhancing interventions.

PROJECT TIMELINE

Submission Period
15 Jun - 15 Aug
Diagnosis and evaluating ideas
1 Jul - 30 Aug
Conducting training needs analysis, coaching according to needs, developing business plan
1 Sep - 30 Oct
Preparing candidates to pitch their project
1 Nov - 15 Nov
Evaluation and Judging
17 Nov - 19 Nov
Announcement of Winners
22 Nov

For Information

Visit SouthBIC website:

www.southbic.org

MOU between CCIAS & FIEO

The Chamber of Commerce, Industry and Agriculture in Saida and South Lebanon (CCIAS) and the Federation of Indian Export Organizations (FIEO) signed a memorandum of understanding (MOU) to intensify collaboration and provide each other with information related to investment, trade, quality standards, and technology transfer.

The MOU commits the two parties to share knowledge and expertise to promote marketing services, exchange visits for investment and trade, collaborate on research and dissemination of good practices, boost collaboration with other economic entities, and jointly host exhibitions, seminars, workshops and buyer- seller meetings.

“There is a need to intensify collaboration in industrial sector, and jointly support more sustainable industry practices and trade relations that provide benefits to our local communities and protect the environment”, said Mohamad Saleh, CCIAS President at the signing ceremony that took place at CCIAS premises. A particular aspect of the state collaboration is to focus attention where environmental and industrial problems are prevalent, and where development needs are at their highest. Saleh said “we invite the two states to exchange training and education programs on technology and pharmaceutical industry, energy and other capacities available in India and Lebanon can benefit from”.

The MOU comes at a time when India is achieving solid growth rates of around seven percent per year. In an analysis of developments shaping India’s economy, Chandranath Som, Director General of FIEO, noted the privatization of most of the state – owned enterprises, the liberalization of laws, the integration of India into the global economy, the modernization of agricultural practices, the development of infrastructure sector, a rapid growth in industries related to petroleum products, communication, construction and energy. “Today India has emerged as the sixth largest petroleum products’ exporter in the world and boasts one of the 4th largest railway network next to USA, Russia and China”, Som said.

After the signing ceremony, B2B meetings were organized for fifteen delegates representing different economic sectors and their south company’s counterparts.

MARE Project Consortium visited Marseille Eco-District EuroMediterranee

As partner in the Mediterranean Activities for Research and Innovation in the Energy Sector (MARE), the Chamber of Commerce, industry and Agriculture in Tripoli attended a presentation by Mr. Franck Geiling, Director of Architecture, Urbanism and Sustainable Development at the EuroMediterranee Urban Development Agency followed by a field tour in the renovated region of the city of Marseille.

Mr. Geiling illustrated the plans and the energy efficient renovation methods adopted in the project, including the construction of a pilot small scale heating and cooling network supplied with heat pumps using the sea as the heat source or sink depending on the season.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

A booming indutry of stars & filmmakers

Youmna Naufal

The region is experiencing a cinema renaissance, as young filmmakers and experienced directors attempt to launch bold and exciting projects to share with a home-grown and international audience in order to reach a wider viewership. Here you have to learn to market your film on your own, as there are no famous directors to speak of, nor cinematography references.

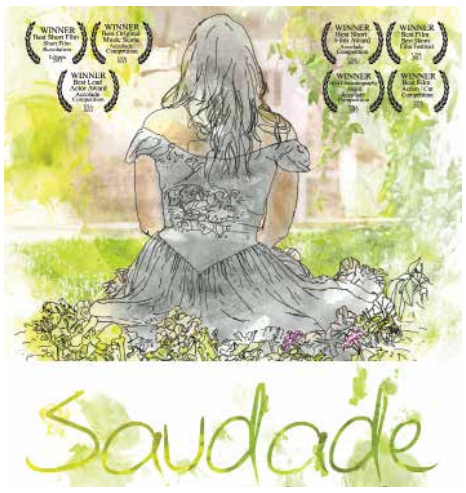
The industry in Lebanon is still small and shy to export itself internationally. The major flaws lie in the lack of structure and support in both funding and script-writing. Filmmaker Yasmine Ghorayeb says "since we do not have an established industry, we lack institutions that inject funding. These are the obstacles that we are facing today that are hindering the export of our movies abroad and the spread out of their footprint and scope on the international level". However, few initiatives have emerged so as to bridge this gap, especially in terms of scriptwriting workshops organized by *La Fondation Liban Cinéma, Cinéphilia Productions* and *Fade In*. Some of them are designed to make a link between Lebanese filmmakers and foreign producers through a selection process. It is also emerging now since the Arab world is gradually opening up to the West, and there are few collaborations taking place between the Arab world, Europe and the US.

Such initiatives would increase filmmakers' confidence and help support the local artistic productions. The market in Lebanon is quite small, and to make a return on investment, a film needs to be popular abroad, Ghorayeb adds.

Saudade making of.

How would you describe the film industry in Lebanon? With only few films having crossed the borders to become internationally recognized? How is the movie industry moving towards getting more recognition abroad?

In my opinion, freedom of speech in filmmaking is crucial, which we unfortunately lack in Lebanon today. Censorship has been imposed countless times in our local cinema. The recent movies of Danielle Arbid are a good example, since they have been banned recently from public screening in Beirut. The General Security exercises censorship based on internal directives that have no legal foundation. The process is depicted in an interesting humoristic manner in the web-series entitled «Mamnou3», which follows the daily activities and absurd inner workings of a



Saudade movie poster.

local censorship bureau. Social activist and acting coach Lucien Bou Rjeili also faced recently a censorship affliction for his interactive play tackling governmental censorship in a Festival in London.

Not only is there a lack of funding for films, but the Lebanese government tends to be an obstacle rather than a support. The government banned 'The Attack', Ziad Doueiri's latest featured film from Lebanese screenings, and refused to submit it as Lebanon's entry for the Oscars. They rejected it because we have some Israeli actors in the film. This would have been a golden opportunity to put the Lebanese cinema in the spotlight. As such, the government tends to be an obstacle for the development and flourishing of the Lebanese cinema.

However, few Lebanese movies are increasingly gaining international recognition, and this is truly an achievement we should be proud of. A good example is Nadine Labaki's films that have been internationally acclaimed and awarded in major film festivals, including the Cannes Film Festival and the Toronto International Film Festival. Her portrayal of women is daring and unique, set in a burlesque environment that mocks the Lebanese society.

Filmmaking breaks boundaries and unites people from every corner of the planet, and this is the beauty of it. Uniqueness is what gives filmmakers an identity or a specific language.

It seems most movies focus on war and love? Are directors and writers still drawing in the Lebanese dramatic way of life and its violent past?

When it comes to Lebanese films, most of them tackle topics that revolve around war and love, which has become some sort of a leitmotiv. In a way it is understandable. We have been through war for such an extensive period of time, it is only now that we have started to shape an industry. We have few adventures, but we cannot really talk about an industry per se. Only now things are starting to move as Lebanese people have a lot to say. We have so many things we need to express as citizens who have suffered a lot. I think Lebanese people are using the cinema as a powerful weapon of expression, a catharsis whereby they try to free themselves from the deep scars and lacerations from the past.

Movies often represent a way to evade the crude reality. This is why filmmakers are avoiding the same redundant subjects today. Instead of being stuck in the past, they are moving forward now and they are tackling new interesting themes inspired from their daily lives and things that surround them. Filmmaking represents a journey of self-discovery and introspection. It is a space to escape the daily problems in an imaginary dreamy world. This is why lot of films tend to use humor to lighten the serious or painful subjects. Filmmaking has become a sort of therapy for me, and I really want to continue exploring themes common to the region where I live.

Lebanon is still a place of perpetual fighting for the existence of cinema. It is a very rich context where local people are inspiring and could all serve as film characters, and whose stories are unique and vibrant. The people are fueled by an energy and passion for living despite the political turmoil, and that is something unique. This is why their charming stories deserve to be told.

What makes a film director successful? How important is the writing process?

I would say first and foremost that culture makes a director successful. Tanrantino once said: 'I did not go to film school, I went to films'. I have been watching movies obsessively ever since I was a little girl. My father transmitted his passion for the 7th art to me, and we used to watch excessively many films together. This contributed to amplify my imagination, and gave me references and sources of inspiration. You can actually learn from Hitchcock, Fellini, Godard and Wong KarWai by watching their films, learning cinematography techniques and camera movements, lighting, art direction, etc. I personally learned this way for a start and think it is the best way to grow. Although it is a long-term and time-consuming process, it is totally worth in the end. And you never stop learning.

Another very important factor is a solid screenplay. As Hitchock states it: ' To make a good film, you need three things: the script, the script and the script'. This is the basis of everything.

Other factors include having a strong vision, creativity, leadership, discipline, teamwork and the ability to think visually. I think it is important to follow your instinct more than recipes, as this is what distinguishes you from other directors and shapes your own identity.

You took a course in script writing - what did you draw from it? What are the available courses for the film industry in Lebanon?

During the summer of 2013, I took a scriptwriting course organized by the Cinéphilia production house in New York, founded by the producer Darine Hoteit. This was truly a life-changing and enriching experience, and it shaped me into the storyteller I am today. Darine Hoteit was an excellent coach who was guiding her students in a step-by-step framework. Her approach was thorough and useful, and I learned so much from it. What I enjoyed the most is the fact that it was very interactive, when we were all writing our screenplay every student was participating and giving his constructive feedback on what you wrote.

Also, there was a close follow-up afterwards from Darine's end in order to ensure things were on the right track. This is exactly what I needed in order to progress as a screenwriter, finding a professional mentor who had extensive experience in the field and who can add value to your screenplay. This was also a golden opportunity to interact with people from the field and create solid bonds with them for a lifetime. Today I know that if I want a feedback on a screenplay I am writing, I can reach out to the former students of this community and consult their opinion. We learned how to structure a production package, write a theme, logline, synopsis, treatment, screenplay. How to dig into the character study and have a protagonist with an objective, adjuvants and obstacles that come along the way, the tactics to solve the problem and the eventual solution.

In January 2013, I was notified that I had won the Best Screenplay Award. I was very proud to win this Prize, as this boosted my motivation and gave further credibility to my work. It gave me confidence in my screenplays, showing that they have a coherent structure that is aligned with the American and international standards.

A lot of initiatives in terms of film-making courses are emerging, things are really starting to move and heat up. For instance:

- In terms of filmmaking and script-writing: there were the workshops conducted by Nadia Tabbara (filmmaking with a special focus on scriptwriting, acting, directing actors, shooting a web-series, etc.)

Scriptwriting (for short and feature films) and directing workshops by Darine Hoteit and her mentor Brad Saunders all over the MENA region.

Scriptwriting course by Ghassan Salhab.

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

Saudade making of.

Scriptwriting for feature films by La Fondation Liban Cinéma, creating the link between Lebanese filmmakers and producers, coaching to write a feature screenplay.

- In terms of acting, we have the following initiatives going on:

The Beirut Acting Workshop by Lucien Bourjeili (Improvisation and Method Acting teaches you to dig into your past memories and feel the emotions your character is supposed to be living).

The Actors' Workshop by Jacques Maroun (Method Acting).

You wrote and directed Saudade – a movie that got selected in 20 film festivals. What inspired you to write about such a movie?

'Saudade' was my first movie production. During my Master in Pharmacology at McGill, I started writing the script and then I directed and produced it in Lebanon. The story revolves around the themes of euthanasia and cancer. It is a love story between Kamal and Hala, a couple living in a peaceful haven until cancer knocks at their door. Hala finds herself trapped in a dilemma, and she eventually undertakes a decision that she is not close of forgetting. The movie was inspired by movies such as Notorious (Alfred Hitchcock), The Fountain (Darren Aronofsky), and Mar Adentro (Alejandro Amenabar) that also tackled similar themes.

This movie was made as a tribute to my uncle who passed away from cancer a few years ago. I got inspired by his story and started writing while he was sick and receiving treatment, although the plot is quite different. My emotions were at their paroxysm back then, and it was sort of a catharsis to make this film. 'Saudade' is a Portuguese word meaning a deep emotional state of nostalgic longing for an absent, someone that one loves. It carries a repressed knowledge that the object of longing might never return. It accurately depicts the emotion that I was feeling at that time.

In 2012, I wrote, directed and produced my first short film entitled 'Saudade' in Beirut. The movie got selected in 20 film festivals worldwide, including the Lebanese Film Festival, the International Film Festival of Geneva (FIFOG), the Italian Pentedattilo Film Festival, the Madrid International Film Festival and the Jaipur International Film Festival, to name a few. The movie premiered at the Cannes Short Film Corner in 2012. It won 7 Awards in 4 competitions in the US and Lebanon.

The fact that my first movie was selected and well received in 18 international film festivals (at the Cannes film festival, Madrid international film festival, etc.) gives me reassurance and more credibility.

Speaking of festivals... What about the festivals that take place in Lebanon? Why do you find them interesting?

The major film festivals in Lebanon are the 'Lebanese Film Festival' led by Sabyl Ghoussoub, as well as the 'Beirut International Film Festival' directed by Colette Nauffal. The Lebanese Film Festival has pledged recently some initiatives in order to widen its scope, including a collaboration with the Fondation Liban Cinéma regarding the Beirut Cinema Project (scriptwriting workshops for feature films) and La Nuit des Mabrouk (Award distribution for local talents).

In addition to these renowned festivals, there are other few ones on a smaller scale that were recently initiated. For instance, we have the Outbox Film Festival and the Cabriolet Film Festival. Both are outdoors and showcase international along with local movies. We also have the Arab Shorts Film Festival taking place at Masrah al Madina, targeting specifically movies originating from the Arab world. I find these latter festivals very interesting, especially the Outbox FF, as it has a diversity and high caliber quality in its selection of impactful movies, and they are targeted for a niche audience. In addition, they have a very pleasant and poetic setting outdoors - the Roman Baths in Downtown Beirut.

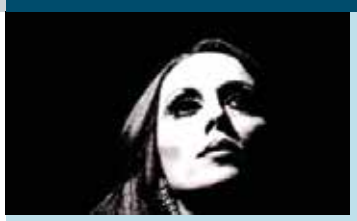
What does the future of the movie business look like? Where are we heading to?

I think that the future of the movie business lies in the digitalization. We have already witnessed the booming of web-series in the Arab world. There will be a transition from television to the web, as people are increasingly stuck on their laptops watching web-series and short episodes online. It is truly amazing to see the effervescence of many young people implementing web-series projects that are revolutionizing the industry and setting new dynamics.

Today, anyone can have access to a camera and make a film and post it on Youtube. But what sets you apart is your investment in the quality of your crew, cinematography, sound and production design.

Yasmine holds a Master's degree in Pharmacology & Therapeutics from McGill University, and currently works at Sanofi Lebanon. In 2010, she took film aesthetics, critique and history courses in Concordia and acting classes at MSOPA in Canada. In 2011, she wrote, directed and produced her short film 'Saudade' in Beirut. The movie got selected in 20+ film festivals worldwide, and premiered at the Cannes Short Film Corner in 2012. It won 7 Awards in competitions in the US and Lebanon. In 2013, she completed two scriptwriting / filmmaking workshops organized by Fade In and wrote, shot and directed two short films on motherhood and marriage. She also attended one scriptwriting workshop for shorts organized by Cinéphilia Productions.

NEWS IN BRIEF



Lebanese Diva Fayrouz has released her first music video in years, paying tribute to her late husband Assi Rahbani by incorporating one of his poems into the Christian 'Ave Maria' prayer.

"Ave Maria/Oh beginning of Peace/ Oh Peace the highest of my joys/My refuge from the days" Fayrouz sings in her characteristic angelic voice to a vast opening overlooking the hills. The 6-minute video, released in June, is reminiscent of the artist's early montages, with Fayrouz set against a backdrop of forestry in a light turquoise gown wavering in the open fields. Unlike her collaboration with the Rahbani brothers, which could be characterized as conventional and conservative, Fayrouz's repertoire under Ziad is creative, playful, and realistic with an obvious engagement to current affairs and causes.

According to the state-owned Electricite du Liban (EDL), power plants have been shut down to limit fuel consumption, and that severe electricity rationing may have to be introduced if fuel subsidies do not reach the required level.

Lebanon's dependence on fuel and gas oil to run the existing power plants is one of the causes of the company's huge deficit. Some critics have blasted former Minister of Energy Gebran Bassil's plan to build more power stations and upgrade the existing ones without seeking ways to reduce EDL's losses. EDL has notified the Ministry of Finance that the allocation for fuel oil not to be slashed from $1.8 billion to $2.2 billion, warning that any decision to revise the allocation would compel the company to increase rationing.

Participants of the 'New Levant' conference would like to extend their gratitude to the government of Lebanon for hosting this important and highly beneficial meeting in Beirut on seeking ways and means to move to a better integrated New Levant Region. The conference was attended by government officials, private sector representatives, international investors, and bilateral and multilateral institutions. A better integrated New Levant Region would help create the conditions for increased trade and investment in the Levant and put each country on a higher path of growth, job creation, and prosperity.

BUSINESS OPPORTUNITIES

Soha Toos-Industrial Consulting Co

Location: Mashhad - Iran
This company is specialized in promoting systems and upgrading expertness capabilities in private and state manufacturing industrial and services units. Its tasks also include providing the possibilities to draw the economical, technical and engineering cooperation of distinguished companies. Soha Toos is seeking to deal with Lebanese companies.

For more information:
T: Mashhad (+98) 511- 6068262-6068264-6068268 - Tehran (+98) 21-88471400-88471404-88471412
F: Mashhad (+98) 511- 6055477 – Tehran (+98) 21 88440081
Email: info@sohatoos.com
Website: www. SohaToos.com

Tytecker

Location: Netherlands
This company is specialized in designing tools for high-volume, high-speed rebar tying of large horizontal reinforcement projects and is seeking Lebanese partnership.

For more information:
T: +31 (0)320 29 55 75
F: +31 (0)320 29 55 69
Email: info@tytecker.com
Website: www.tytecker.com

PAPPAS Elevators & Escalators"

Location: Greece
This company is specialized in the provision of innovative products (elevators/ lifts, escalators and support-engineering for people with mobility difficulties) and services (engineering, design, to construction, installation and maintenance, as well as technical support, repairs, upgrade-renovation and the intended elevators' certification) for safe transportation inside building and they are looking for Lebanese importers.

For more information:
T: +30 2102320086
F: +30 2102320267
Email: info@pappaslift.gr
Website: www.pappaslift.gr

Tendersontime- by Global Tenders Services Pvt. Ltd (GTS)

Tendersontime is a domain owned and maintained by Global Tenders Services Pvt. Ltd (GTS). GTS is in the business of wide range of online Business to Business (B2B) information services like Public procurement information, business information services, IT enabled services, E-Commerce, bid facilitation and consultancy services and would like to partner with Lebanese companies.

For more information:
Mr. Kshitij Kumar Parashar
T: 00 91 9702744311
Email: k.parashar@tendersontime.com
Website: www.tendersontime.com

Falcon Textiles

Location: Pakistan
This company is specialized in the manufacture and export of textiles and is seeking Lebanese importers.

For more information:
T: +922132442534/35
F: +922132442537
Email: falcontex@cyber.net.pk / info@falcontextiles.com.pk
Website: www.falcontextiles.com.pk

ECONEWS | in English

غرفة التجارة والصناعة والزراعة
Chamber of Commerce Industry and Agriculture
of Beirut and Mount-Lebanon في بيروت وجبل لبنان

CONFERENCES

World Congress on Information Technology (WCIT) 2014
Location: Guadalajara, Jalisco State- Mexico
Date: 29th September – 1st October 2014

This congress highlights emerging issues on Information and Communication Technology- ICT and addresses how legal, political and economic trends affect business models.
For more information:
Website: www.wcit2014.org

Doing Business: Promoting private sector development and economic growth
Location: London – United Kingdom
Date: 03-07 November 2014

This UK-based study program is designed for senior policy makers and managers in trade, business agencies responsible for stimulating business development, senior officials in Government Ministries concerned in economic and financial policies, investment promotion agencies and donor organizations looking to encourage private sector developments.
For more information:
T: +44 (0) 2075803590
F: +44 (0) 2075804746
Email : pai@public-admin.co.uk
Website: www.public-admin.co.uk

37th Vine World Congress and 12th General Assembly of the international Organization for Vine and Win
Location: Provinces of Mendoza and San Juan – Argentina
Date: 09- 17 November 2014

This international event is denominated as "SOUTHERN Vitiviniculture, Confluence of Knowledge and Nature" and targets industries of vine, wine, wine-based beverages, table grapes, raisins and other vine-based products.
For more information:
Mrs. Valeria Luquez (General Secretary OIV)
T: 0054 2615216658
Email : oivcongress2014@inv.gov.ar
Website: www.oiv2014.gov.ar/index.php?idioma=i

16th Global Edition Hospitality Expansion Congress
Location: Doha – Qatar
Venue: InterContinental Doha
Date: 10-11 November 2014

This summit showcases innovative range of hotel solutions and services to further create deal-flow and business opportunities.
For more information:
T: +97143671383
F: + 97143672764
Website: www.hotelexpansion.com

EXHIBITIONS

"Global Destination for Shoes & Accessories-GDS"
Location: Dusseldorf –Germany
Date: July 30th – August 01st, 2014

This is an international exhibition for shoes and leather products.
For more information:
T: +49211456001 / +4902114560900
F: +492114560668
Email: info@messe-duesseldorf.de
Website: www.messe-duesseldorf.de / www.gds-online.com

Caravan Salon Dusseldorf
Location: Dusseldorf –Germany
Date: August 29th – September 07th, 2014

This is an international exhibition for motor homes and caravans.
For more information:
T: +49211456001 / +4902114560900
F: +492114560668
Email: info@messe-duesseldorf.de
Website: www.messe-duesseldorf.de / www.caravan-salon.de

Al Najaf Al Ashraf International Fair for Machinery, Vehicles and Equipment
Location: Al Najaf Al Ashraf - Iraq
Date: 01-04 September 2014

This international fair is organized by Golden falcon Fairs.
For more information:
T: +964(0)770282999/ 7901755296/ 7708886944
Email: azhar21hadi@yahoo.com /info@goldenfalconfairs.com
Website: www.goldenfalconfairs.com

Eclat de Mode-BIJORHCA
Location: Paris – France
Venue: Paris Expo- Porte de Versailles- Pavilion 5
Date: 05-08 September 2014

This is an international fashion jewelry and watches exhibition.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.bijorhca.com

Maison & Objet
Location: Paris – France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 05-09 September 2014

This is an international exhibition for home decoration, giftware, and tableware.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.maison-objet.com

IFA 2014
Location: Berlin – Germany
Date: 05-10 September 2014

This is a global trade show for consumer electronics and home appliances.
For more information:
T: +493030382390
F: +493030382059
Email: ifa@messe-berlin.com
Website: www.ifa-berlin.com

79th Edition of the Thessaloniki International Fair
Location: Thessalonik - Greece
Date: 06 – 14 September 2014

This trade and consumer exhibition is organized by the National Exhibition Organization HELEXPO and gives the opportunity to participating companies to have a coherent presentation through its products and commercial capacities to the business world as well as to make its culture and civilization known to the public.
For more information:
T: +30 2310291111
F: +30 2310229116
Email: tif@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Beyond Beauty Paris
Location: Paris – France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 09-11 September 2014

This is an international exhibition for beauty brands and ingredients.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.beyondbeautyparis.com

Premiere Vision Pluriel
Location: Paris – France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 16-18 September 2014

This is an international exhibition for fabrics.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com
www.premierevision-pluriel.fr

Inter-tabac
Location: Berlin – Germany
Date: 19-21 September 2014

This is an international trade fair for tobacco products and smoking accessories.
For more information:
T: +49 (0)2311204586
F: +49 (0)2311204678
Email: inter-tabac@westfalenhallen.de
Website: www.inter-tabac.de

InterMopro / InterCool / InterMeat
Location: Dusseldorf – Germany
Date: 21 - 23 September 2014

This is an international trade fair for dairy products, frozen food, ice cream, technology, meat & sausage.
For more information:
T: +49211456001 / +4902114560900
F: +492114560668
Email: info@messe-duesseldorf.de
Website: www.messe-duesseldorf.de
www.intermopro.de|www.intercool.de|www.intermeat.de

Inno Trans 2014
Location: Berlin - Germany
Date: 23-26 September 2014

This is an international trade fair for transport technology.
For more information:
T:+49 (0)30 30 38 - 23 76
F: +49 (0)30 30 38 - 21 90
Email: innotrans@messe-berline.de
Website: www.innotrans.de

Rehacare International
Location: Dusseldorf - Germany
Date: 24 - 27 September 2014

This is an international trade fair for care, aids, mobility, travel, sport, career opportunities and much more.
For more information:
T: +49211456001 / +4902114560900
F: +492114560668
Email: info@messe-duesseldorf.de /
Website: www.messe-duesseldorf.de |www.rehacare.de

SILMO
Location: Paris – France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 26 - 29 September 2014

This is an international exhibition for optics and eyewear.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.silmoparis.com

Furnidec Business 2014
Location: Thessaloniki – Greece
Date: 03-05 October 2014

This event is a meeting point for national and international furniture designers, manufacturers and sellers, where they can showcase their latest and most innovative products and services.
For more information:
T: +2310 291 161
F: +2310 291 554
Email: furnidec@helexpo.gr
Website: www.helexpo.gr

Mondial de L'automobile
Location: Paris-France
Venue: Paris Expo- Porte de Versailles
Date: 04-19 October 2014

This is an international exhibition for motor show.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.mondial-automobile.com

Foire Internationale-Montpellier
Location: Montpellier -France
Date: 10-20 October 2014

This is an international exhibition representing a wide range of industries.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.foire-montpellier.com

Manila Fame 2014
Location: Manila - Philippines
Venue: SMX Convention Center
Date: 16-19 October 2014

This exhibition is specialized in furniture, home accents, holiday décor, fashion accessories, apparel & textiles.
For more information:
T: +6328331258/8311265
F: +6328340177/8323965
Email: manilafame@citem.com.ph
Website: www.manilafame.com

SIAL PARIS
Location: Paris –France
Venue: Paris Nord Villepinte
Date: 19-23 October 2014

This is an international exhibition representing the global food market.
For more information:
T: +966126682689
F: +966126693662
Email: promosalonsjeddah@yahoo.com
Website: www.promosalons.com / www.sialparis.com

DKM
Location: Berlin – Germany
Date: 28-30 October 2014

This trade fair represents the German finance and insurance industry. The event focuses on product presentations, forums, lectures, workshops and B2B discussions.
For more information:
T: +490921757580
Email: hohmann@bbg-gruppe.de
Website: www.die-leitmesse.de

The 10th Sulaymaniyah International Trade and Industry Exhibition
Location: Iraq
Date: 14-17 November 2014
This international fair is organized by the Arab Encyclopedia House and targets all industries.
For more information:
T: 009615955614 / 0096170163523
Email: nellyc1969@hotmail.com

FruVeg Expo Shanghai 2014
Location: China
Venue: Shanghai Convention & Exhibition Center of International Sourcing. FruVeg Expo
Date: 20-22 November 2014

This international Fruit & Vegetables trade fair is organized by China Chamber of Commerce for Import and Export of Foodstuffs, Native Produce & Animal By-Products (CFNA), and many other co-organizers.
For more information:
T: +86 21 60909581
F: +86 21 60909591
Email: sales@fruvegexpo.com
Website: www.fruvegexpo.com

Smart Living 2014
Location: Dubai – United Arab Emirates
Venue: Dubai International Convention & exhibition Center
Date: 01-03 December 2014

This international Autumn Trade Fair is a platform for local and international companies to network as well as for international suppliers to enter the Middle Eastern and MENA markets.
For more information:
T: +97143406888
F: +97143470877
Email: afis@emirates.net.ae
Website: www.dubaiautumnfair.com

Directeur responsable: Rabih Sabra, **Conseiller économique:** Roger Khayat
Administrateur: Elham Chehaimi Rahal, **Rédacteurs:** Bachir El Khoury, Marilyne Jallad, Youmna Naufal, **Coordinateurs:** Irene Ballouz, Roula Itani Younes, **Maquette:** Integrated Communications, Rita Nehmé

Immeuble CCIA-BML,
Rue 1 Justinien, Sanayeh
PO Box 11 1801 Beyrouth, Liban
econews@ccib.org.lb
Hotline: 1314 ext: 162
T: 961 1 353 390 ext: 162

*ECO*NEWS est disponible sur: **www.ccib.org.lb**

CCIA-BML HEADQUARTER
T: 01-353190 | information@ccib.org.lb

JOUNIEH BRANCH
T: 09-838700 | Jounieh@ccib.org.lb

SIN EL FIL BRANCH
T: 01-498062 | sinelfil@ccib.org.lb

BAAKLINE BRANCH
T: 05-303038 | baakline@ccib.org.lb